

2 EUROS /// N°124 /// ETE 2011 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086 ///

LA FRANCE DES « ASSISTES », C'EST CELLE DES EXPLOITEURS !

- LES ASSEMBLEES POPULAIRES EN DEBAT -

_« C'est une guerre de classes, et c'est ma classe qui est en train de gagner » _ De la contestation dans l'air _ La violence aussi fait débat _ Critique de l'Assemblée de Montpellier ... _... et quelques remarques générales _ Point de vue d'un militant _ Petite chronologie _ Des Assemblées populaires à la révolution

ET AUSSI : « Suicide », vous avez dit « suicide » ? _ Le soutien critique du capitalisme _ Ratonnades à Castres _ Racisme militant ? _ Cénétistement vôtre _ 19 Juillet 1936 _ Liberté, égalité, sexualité

CNT AIT RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

ANARCHOSYNDICALISME !
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

ABONNEZ-VOUS !
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien :
20 euros ou plus
Chèques à l'ordre de :
CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :
Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur !

DIFFUSEZ
ANARCHOSYNDICALISME !
AUTOUR DE VOUS
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Articles et infos en ligne :
http://
liste.cnt-ait.info (liste de diffusion)
cnt-ait.info (Paris-Nord, très complet)
cnt.ait.caen.free.fr (Ouest, avec forum)
cnt-ait-toulouse.fr (Sud, Midi-Pyrénées)
sia32.lautre.net (Gers, Midi-Pyrénées)
gasycntait89.over-blog.com (Est)
anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/ (Centre)

Quelques adresses utiles :
Paris-Nord :
contact@cnt-ait.info
Lille :
cnt.ait.lille@no-log.org
Caen :
cnt.ait.caen@free.fr

Puy-de-Dôme :
cntait63@gmail.com
Gers :
sia32@no-log.org
Toulouse :
contact@cntaittoulouse.lautre.net
Quercy :
cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. Il ne reçoit aucune subvention.

Directeur de la publication : Entremond

LA FRANCE *c'est celle*

C'est bien la première fois que nous empruntons un titre au Figaro. Enfin, la première partie d'un titre, car, pour ce qui est de la seconde, nous en assumons toute la paternité. Retour donc, pour commencer, au Figaro.

Voici quelques jours, les kiosques à journaux vomissaient une affichette au slogan accusateur : *« La France des assistés »*. Sur le « visuel », un type, dans la trentaine, mal rasé se prélasse dans un hamac bleu-blanc-rouge. Photo politiquement correcte donc, puisque le Figaro a précautionneusement évité de photographier une femme, un handicapé, une personne âgée*[1]… sans toutefois aller jusqu'à photographier un « gaulois » blond, rose et joufflu : le politiquement correct a ses limites, et le type de la photo est bien brun, mat, même à la limite du basané (les lecteurs du Figaro pourront fantasmer sur ses origines…). L'impertinent a le cul posé sur le drapeau national*[2].

Dans l'enthousiasme général

Quant à l'article que cette affichette illustre il commence par vous en apprendre une bien bonne sur vous, oui, sur vous. Vous ne le saviez même pas, mais vous avez été enthousiasmé. Par quoi ? Mais par l'idée ab-so-lu-ment géniale d'un certain Wauquiez : faire travailler les assistés ! C'est écrit en toutes lettres : *« Laurent Wauquiez a enthousiasmé l'opinion, lasse de déverser toujours plus d'argent dans le puits sans fond de la solidarité nationale »*. Et l'opinion, c'est vous, c'est moi, c'est nous.

Aveugles que nous sommes à la rédaction d'*Anarchosyndicalisme !*. Nous nous sommes polarisés les quelques poignées d'agités discutant sans fin dans des assemblées populaires, et nous n'avons pas su voir les innombrables foules en liesse, déferlant avec un enthousiasme sans cesse renouvelé dans les rues de nos quartiers chics, acclamant l'Idée de ce *« brillant jeune homme de la droite française (député à 29 ans, ministre en 2007, à 32 ans), … animateur d'un courant «social»*[3] *au sein de l'UMP »* qui affirme, péremptoire, *« J'ai dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas »*[4].

Las, ce « premier de la classe », pour brillant qu'il soit, démontre ainsi qu'il a au moins une lacune grave : il ne sait pas compter. Car il en manque, des gens, pour que tout le monde pense comme lui… Il aurait été plus exact qu'il dise *« un certain petit monde »*...

Il n'y a pas que les écrans qui soient plats

Voyons maintenant le reste de l'article. Un survol suffira, car, dès les premières citations, vous avez compris la tonalité de la suite : les français *« assistés »* sont des fainéants, vautrés sur *« un gros sofa face à un immense écran plat qui ronronne en permanence »*. Toujours à la pointe de l'info, le Fig' sait trouver « the » détail : l'écran est plat. Signe extérieur de richesse*[5] ! A ce niveau « d'information », il n'y a pas que l'écran qui soit plat.

Ne soyons pas mesquins cependant. Nous comprenons à la lecture de l'article, que seule une méconnaissance involontaire des milieux populaires n'a pas permis à l'auteure d'affiner son analyse. Aidons-la. Livrons lui la vérité : non seulement « le » pauvre est vautré à longueur de journée dans un *« gros sofa »* (en fait, une modeste banquette clic-clac de chez Emmaüs, qui sert aussi au couchage des enfants), non seulement il fait face à un *« immense écran plat »* coincé entre la penderie et la porte des chiottes de son vaste HLM de 32 mètres carrés avec vue sur le

DES « ASSISTES » des exploiteurs !

périphérique, mais ce salopiau ne se contente pas de contempler l'écran plat en tant que tel. Aussi incroyable que cela puisse vous paraître, chers amis du Figaro, en plus, il REGARDE les émissions ! Maintenant que nous l'avons munie de cette information inédite, nous attendons la réflexion de la brillante journaliste (tout le monde est brillant au Figaro) sur la question qui en découle inévitablement : l'avachissement « du » pauvre, ne serait-il pas, par hasard, éventuellement et sous toutes réserves une conséquence directe du crétinisme notoire du paysage télévisuel français ? On tremble de le savoir…

Le RSA à 2 755 euros pas mois

Autre morceau de bravoure, la dénonciation du RSA qui rapporte *« jusqu'à 2 755 euros de revenus mensuels »*. Vous avez bien lu : du RSA à 2 755 euros par mois. Ce n'est pas une revendication du NPA, ce n'est pas un dérapage verbal de la CGT, c'est une affirmation du Figaro. On attend la suite, ici aussi, avec impatience : vite, vite des chiffres, des noms ! Oui, le Fig', dis-nous tout de suite combien *« d'assistés »* touchent 2 755 euros par mois et qui sont-ils (des ex-ministres en recherche d'une nouvelle planque ?) ! Dans l'attente, le constat est manifeste : nous n'évoluons pas dans le même monde. Dans le monde du Figaro le RSA frôle les 3 000 euros. Dans le mien, dans celui de tout le monde, les *« profiteurs »* du RSA tournent autour de 600 euros pas mois, quant ils parviennent à le toucher, ce fameux RSA… Mais ce n'est pas la réalité qui arrête la charge du Figaro. Il en rajoute une couche, en affirmant que tout ça c'est *« sans compter la liste incalculable des aides locales »*… Alors là, je vous arrête, Madame du Figaro, d'abord, la liste est tout à fait calculable, et puis, par expérience, toutes les aides locales cumulées, ça fait pas grand-chose ! Enfin, largement moins qu'un bon repas arrosé au Fouquet's

Tribune libre pour les délinquants

A ce stade, si vous êtes au bout de votre indignation, vous n'êtes pas au bout de vos surprises. Car le reste de l'article contient bien d'autres perles, en particulier un vibrant éloge de l'escroquerie. Ainsi, pour attirer les fainéants vers le travail, le Figaro affirme, en valorisant ce propos, que *« Dans les bons jours, on repart avec de grosses enveloppes de black.»*[*7]. Que les *« grosses enveloppes de black »* constituent une escroquerie caractérisée aux cotisations sociales, aux impôts et aux intérêts du travailleur… ne trouble pas le Figaro. Que celui qui s'en félicite dans ses colonnes soit, de ce fait, un délinquant au sens le plus précis du terme pas plus. Bel aveu, pour un journal qui ne rate pas une occasion de promouvoir l'Ordre et la Lutte contre la Délinquance… manifestement à quelques exceptions près !

Il y aurait bien d'autres choses à souligner. Finissons-en par ce qui a fait exploser de rire notre rédaction : l'argument moral. Après cette longue suite de billevesées, le Figaro nous explique que toutes les mesures de rétorsion contre les *« assistés »*, finalement, c'est pour leur bien, pour *« lutter contre la déprime et l'enfermement »* !

Si c'est vraiment de lutte *« contre la déprime et l'enfermement »* qu'il s'agit, nous avons des propositions bien plus efficaces : par exemple offrir aux titulaires du RSA une croisière sur le yacht de Bolloré ou un long week-end dans une île privée de milliardaire ou encore une quinzaine dans la maison de campagne du patron du Figaro… Et, s'il leur faut d'autres idées, qu'ils n'hésitent pas à nous consulter.

Mais qui sont les véritables assistés ?

Est-ce à dire qu'il n'y aurait pas d'*« assistés »* dans ce pays ? Nous pensons tout le contraire. Mais, ce ne sont pas ceux que le Figaro tente de clouer au pilori.

Les vrais assistés sont faciles à trouver : ils forment une petite caste qui truste le pouvoir et l'argent, qui perçoit des sommes faramineuses sans avoir d'utilité sociale, qui décide (catastrophiquement) pour tout le monde. Quelques exemples

Les assistés des impôts

Sans être vraiment très nombreux, il faut reconnaître que les assistés des impôts y vont fort, pour sucer ! Un seul chiffre suffit à le prouver : les 500 000 grands bourgeois de ce pays (soit moins de 1 % de la population) nous coûtent 15 milliards d'euros en moyenne par an rien qu'en cadeaux fiscaux[*7], sans compter, comme l'écrirait le Figaro, la liste interminable des autres avantages...

Ces 15 milliards sont volés sur les impôts de tout le monde. En effet, contrairement au mensonge savamment distillé par les « élites » et sans cesse inclus dans le non-dit médiatique, des impôts, tout le monde en

paye : la TVA frappe sans pitié les plus petits budgets. Le gosse de banlieue qui grâce au RSA de sa mère s'achète un carambar paye dessus des impôts !

Alors, c'est qui, les assistés ?

Pour en rester aux impôts, quand on fait le calcul, il ressort que globalement, moins on gagne, plus c'est lourd. Ainsi, une fois cumulées les différentes catégories d'impôts (TVA, taxes diverses, impôts locaux, nationaux...) lorsqu'on a un salaire entre une et deux fois le Smic, on paye de 40 à 50 % d'impôts. La mère Bettencourt n'en paye pas plus de … 6 % par an[*8]. Sans compter que verser 50 % sur un petit revenu n'a pas le même impact au quotidien que de 6 % sur une immense fortune. Dans le premier cas, c'est une contrainte, dans le second, un fétu de paille.

Les assistés familiaux...

Et là ne s'arrête pas l'assistanat dont bénéficie la caste des privilégiés. Voyons ce qui se passe dans la recherche d'un emploi, par exemple.

Quand la jeune Durand ou Dupont cherche du travail, c'est à elle de courir les agences d'intérim, de répondre aux annonces, de passer les concours, de frapper aux portes… bien chanceuse si elle décroche un CDI de *« technicienne de surface »* après son BTS de secrétariat trilingue ou avec sa licence de lettres…

Mais, quand c'est le fils de Nicolas S, de François F., d'un banquier, d'un industriel, d'un people, tout change ! Vous en avez croisé souvent au Pôle emploi, des comme ça ? Non, le fils à papa, c'est l'assisté par excellence. Il n'a pas de souci à se faire. S'il est irrémédiablement nul, on le gardera dans l'entreprise familiale (dans un poste de DRH par exemple), on le placera dans la haute fonction publique (un copain ministre vous arrange ça en un coup de cuillère à pot) ou on lui trouvera un fauteuil pour le faire élire. Et s'il peut tout de même travailler un petit peu, c'est encore plus facile : le « poulain » sera accueilli par une entreprise « amie », à charge de revanche.

...et ceux du gouvernement

Luc Ferry n'a même pas eu le temps, au bout d'un an, de se rendre compte que son « assistance » lui versait un salaire d'universitaire (tout de même un peu plus confortable que le RSA, autour de 4 500 euros pas mois) alors qu'il avait tout simplement « oublié » de donner le moindre cours… Quand un « profiteur » des revenus sociaux à 600 euros par mois reçoit quelques euros de trop, on en exige le remboursement, et fissa. Quand un fonctionnaire est payé pour une tâche qu'il n'a pas remplie parce qu'il faisait autre chose sans accord préalable (Ferry est fonctionnaire et se trouve dans ce cas), l'administration exige un remboursement immédiat au titre du *« Service non fait »* (c'est comme ça que cela s'appelle). Mais, pour les « assistés supérieurs », foin de tout cela. L'Etat remboursera l'employeur (ici l'université) avec nos impôts et passez muscade.

Une autre qui a été bien assistée, c'est Mme Lagarde. En principe, elle était ministre de l'économie. En principe car, à partir du 15 mai jusqu'à sa désignation en tant que grande cheftaine du FMI, Mme Lagarde s'est largement consacrée à faire *« Une campagne éclair intense digne d'un chef d'Etat »* comme l'écrit avec emphase *« Les Echos »* qui précise *« De l'Inde à la Chine en passant par le Brésil et l'Arabie saoudite, Christine Lagarde a mené tambour battant sa campagne pour défendre ses chances au FMI. »*. Ainsi, au lieu de faire son travail à Bercy, Mme Lagarde courrait de Calcutta à Bejing en passant par Djeddah, pour faire SA campagne électorale. Nous n'avons pas eu connaissance que son salaire – puisqu'elle faisait autre chose - ait été suspendu pour autant… quand à ses menus frais de déplacement résultant de son zig-zag dans le monde entier, nous craignons fort de savoir qui les a payés : nous.

CADEAUX FISCAUX : 15 MILLIARDS D'EUROS RSA : 8 MILLIARDS

Celui que Rama Yade avait décoré du titre de *« Ceinture noire du ridicule »* vient d'entrer au gouvernement. David Douillet, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a donné la pleine mesure de ses capacités dès sa première conférence de presse. On vous livre son propos tel quel : *« On peut surtout avoir des acquis que l'on peut mettre dans tous les domaines possibles et inimaginaux. »*. La seule chose qui soit inimaginable, quand on lit une telle déclaration, c'est l'importance de l'assistance dont un tel individu doit disposer pour devenir ministre !

Quand aux actionnaires et autres patrons de quoi vivent-ils, si ce n'est de l'assistance de ceux qui travaillent ? Leurs salaires mirobolants, leurs stock-options, leurs parachutes dorés, leurs retraites de platine... tout cela, les exploiteurs, les profiteurs le tirent d'une seule source : nos efforts. Il sont les véritables assistés, des assistés de luxe, ce qui ne fait qu'aggraver leur insupportable poids.

X.F.

_1.- Qui sont pourtant le plus fréquemment victimes de la misère et bien obligées de ce fait d'avoir recours aux aides sociales. Mais, la photo d'une mère élevant seule ses trois enfants avec le RSA pour toute ressource, évidemment, ça passait moins bien… _2.- N'y aurait-il pas, en plus, atteinte au drapeau ?… _3.- On se demande bien ce que pourra préconiser, après ça, l'animateur du courant antisocial de ce même mouvement. -4._ Un slogan qui n'est pas de première fraîcheur… -5._ Sans compter qu'on ne trouve plus sur le marché que ce type de télé depuis des années. Le Figaro devrait relancer une ligne de fabrication « spécial pauvres » à écran bombé et à coffre en carton. -6._ Détail pour détail, si les pauvres ont des écrans plats, la journaliste qui signe ce pétillant article a un mari dont le portefeuille est rebondi : en tant que « grand patron » du CAC 40, il empoche plus de deux millions d'euros par an. Ce qui donne certainement à sa femme une grande compétence pour parler des pauvres. _7.- Non, il ne s'agit pas d'aller quêter une enveloppe kraft chez Liliane B. C'est ce qui se passe dans l'hôtellerie. Nous confirmons pour une fois le Figaro : les patrons de l'hôtellerie pratiquent cette escroquerie à l'échelle industrielle _7.- Chiffres donnés par Marianne, n°740, 1er juillet 2011. A titre de comparaison, le RSA tant décrié par la « droite sociale », ne coûte qu'à peine plus de la moitié (8 milliards par an).

LES ASSEMBLEES POPULAIRES EN DEBAT

Les Assemblées populaires, qui ont connu la Révolution de la Bastille, sont passées par la Russie et les Soviets, puis ont traversé l'Espagne et ont conquis le coeur des anarchistes. Voilà qu'aujourd'hui, à nouveau, nous, peuple de la terre, nous les remettons au goût du jour.



Ici ou ailleurs dans la rue, c'est par dizaines, par centaines, par milliers ou part dizaines de milliers, que nous échangeons, construisons, partageons, tout comme l'on fait les générations précédentes lors des grands bouleversements de ce monde.

Notre patrie est ce monde, et notre famille c'est l'humanité. Une famille qui se réveille car jusqu'alors à moitié endormie, à moitié hypnotisée par ce monde matérialiste, ne prenant de décision tout au plus que celle d'aller voter de temps en temps (pour les non-abstentionnistes), qui en a maintenant plus qu'assez des magouilles politiciennes et qui veut reprendre sont destin en mains.

En Tunisie, Lybie, Espagne, Portugal, Grèce, Syrie, Islande…, la politique n'appartient plus à quelques élites qui décident de tout pour elles et par elles, mais elle commence à appartenir au peuple, par le peuple et pour le peuple. En laissant les décisions aux autres, aux bonnes paroles, aux bien-pensants, aux belles cravates et aux grands discours, nous perdions nos droits fondamentaux, nous perdions surtout notre humanité.

Nous n'avions plus l'habitude de prendre des décisions utiles à tous, alors que nous aurions dû y être préparés : nous avons tous tant de choses à dire, et tant de choses à faire ensemble.

C'est durant ces assemblées que nous découvrons, que nous pratiquons au quotidien la vraie démocratie, la diplomatie, l'entraide, la solidarité, et bien d'autre choses encore qui se mettent en place et qui ont comme un parfum de liberté. Une liberté qui se construit petit à petit et pour laquelle le débat est plus que jamais nécessaire. Voici quelques contribution libres à ce débat

« C'est une guerre de classes, et c'est ma classe qui est en train de gagner »

Pour bien savoir où nous en sommes, n'oublions jamais les mots de Warren Buffet. En 2008, ce milliardaire américain, a résumé la situation politique et sociale mondiale avec la plus grande clarté : *« C'est une guerre de classes, et c'est ma classe qui est en train de gagner »*.

Ces derniers mois, à force de crises successives et de dettes inépongeables, cette guerre de classes a connu dans le monde une soudaine accélération. Aussi, les militants anarchosyndicalistes doivent-ils analyser aussi finement que possible les questions stratégiques qui se posent en ce début de XXIe siècle, dans un contexte nouveau : celui de masses qui se mettent en position d'élaborer leurs stratégies de façon autonome dans un environnement technologique dont l'impact est considérable sur cette mobilisation.

INTELLIGENCE COLLECTIVE DES MASSES

Nous le soulignons depuis le soulèvement populaire tunisien : depuis le 15 janvier 2011, les masses avancent et arrivent à gagner des batailles, sans chefs, sans partis ni syndicats et de plus en dehors de tout corporatisme ou chauvinisme. Ce que nous sommes en train de vivre, ce n'est pas une simple péripétie, c'est une véritable rupture historique avec le XXe siècle. Les « avant-gardes » éclairées (ou auto-supposées telles), les glorieux leaders qui se sacrifiaient pour diriger (et tout aussi souvent pour trahir), les grands partis qui savaient tout et les syndicats de masse qui, tout en étant un peu pourris, défendaient-tout-de-même-les-travailleurs… tout cela est en train de par-

tir aux poubelles de l'histoire, et c'est tant mieux.

Le dernier exemple en date, celui de l'Espagne, est particulièrement éloquent. L'auto-organisation assembléiste est devenue l'outil stratégique principal de la population en lutte. Depuis la fin du mois de mai, elle se regroupe autour d'Assemblées populaires de quartiers.

Là où elles se tiennent de façon autonome et massive, ces AP expriment déjà ce que peut être la force des masses exploitées qui, par le biais de la libération de la parole et de l'occupation de la place, mettent en échec la stratégie d'atomisation du capitalisme. L'individu n'y est plus un « administré » isolé face à l'Etat, n'y est plus un « contrat de travail » particulier face à son patron, n'y est plus un micro-entrepreneur craignant le lendemain, non : il retrouve, au milieu des autres, des points communs qui vont lui servir à ébaucher des perspectives communes. Les premiers actes de solidarité sont venus confirmer cette promesse de puissance potentielle.

LES A.P. DANS L'ACTION

Ainsi le 4 juin l'AP de Carabanchel*[1] met-elle spontanément en échec une tentative de rafle policière : des travailleurs sans-papiers, arrêtés dans le métro, sont relâchés sous la pression de la foule qui, aux cris de *« Aucun être humain n'est illégal »*, encercle littéralement les policiers. Le 15 juin, cette fois-ci de façon beaucoup plus organisée, une autre AP, celle de Tétuan*[1], est passée de la pratique de la *démocratie directe* à celle de l'*action directe* en empêchant les expulsions de locataires. Ce jour-là des centaines de personnes, massées autour des huissiers et des policiers, ont victorieusement soutenu leurs voisins qui allaient être expulsés de leurs logements. Un député très connu de « Izquierda Unida » (les Mélenchons ibériques) venu faire son travail de récupération est copieusement hué lorsqu'il tente de s'imposer devant les journalistes comme représentant médiatique de l'AP.

Ces exemples démontrent parfaitement les capacités des classes exploitées en mouvement, qui, dans une Espagne où la bourgeoisie avait réussi à faire tourner la vie politique autour du régionalisme, se rassemblent maintenant sans drapeau (qu'il soit nationaliste, régionaliste ou partisan), dans les quartiers et les villages, et développent une intelligence collective qui comprend l'évolution des rapports de force, apporte des réponses tactiques, gagne les esprits… toutes choses nécessaires pour passer d'une position défensive à une dynamique offensive.

Tout se met en place comme si ces Assem-blées, base actuelle d'un mécanisme de défense contre les prédateurs financiers et leurs laquais, pouvaient demain devenir la future pierre d'angle d'une construction révolutionnaire plus globale, en particulier en posant la question de la légitimité. C'est ce que montre l'extrait suivant, tirée d'une déclaration de l'AP de Lavapiés*[1], un autre quartier madrilène : *« En agissant comme elle le fait, l'Assemblée Populaire du quartier de Lavapiés vise à se transformer en l'organe souverain et légitime qui aura une pleine capacité de gestion et de régulation sur l'étendue de notre quartier »*.

PLONGÉE DANS LA GUERRE PSYCHO-MÉDIATIQUE

Cette question de la légitimité implique une réflexion sur la « violence », terme qui est aujourd'hui essentiellement négatif car il renvoie à une colère impuissante et décalée quant aux objectifs poursuivis.

Depuis longtemps, nous savons (et nous ne sommes pas les seuls*[2]) que toute action révolutionnaire extensive doit viser à se gagner des sympathies. C'est dire l'importance de l'impact psychologique de quelque action que ce soit et donc la réflexion qu'il faut mener pour éviter qu'elle soit exploitée par l'adversaire qui dispose de la force de tir impressionnante que lui offre la coalition des médias*[3]. C'est pourquoi les aspects psycho-médiatiques sont devenus un paramètre fondamental de tout conflit. Il se trouve que la « violence » est précisément ce qui est le plus facilement exploitable par l'adversaire pour nous discréditer, pour retrouver une position morale. C'est pourquoi il convient en particulier de retourner la charge négative de la « violence » contre ceux qui en sont la cause fondamentale. Ce 19 juin, journée où il y eut dans toute l'Espagne des manifestations massives, certaines pancartes ex-primaient clairement cette intuition stratégique des masses. *« La violence, c'est le chômage et les expulsions »* proclamaient-elles*[4]. C'est d'ailleurs pour contrer cette compréhension des sources de la violence que le pouvoir n'avait pas hésité quelques jours avant, le 15 juin, à envoyer des flics déguisés pour tenter de dévoyer l'action de blocage du parlement catalan.

Le 19 juin encore, à Saragosse, 20 000 manifestants ont décidé de prendre un immeuble au centre de la ville pour s'en faire des locaux, tranquillement. Comme ce fait, atteinte caractérisée à la propriété privée (celle d'une banque) n'était pas exploitable par la propagande de la classe dominante, les médias n'en ont pas parlé.

Dans cette guerre sociale du pouvoir contre le peuple, la propagande médiatique ne peut pas diffuser en effet l'impuissance du pouvoir, c'est pourquoi peu de gens savent qu'à Madrid le pouvoir n'à pas pu rafler des sans-papiers, peu de gens savent qu'il n'a pu déloger de pauvres gens, qu'à Saragosse, il n'a pas pu défendre la grande propriété immobilière… car en aucun cas le pouvoir ne veut d'une population qui prenne confiance en ses capacités propres et qui s'organise pour prendre ce dont elle a besoin. Par contre, la propagande médiatique est là dès qu'elle a la moindre possibilité de démonter l'impuissance de la population.

La Grèce nous fournit un exemple flagrant de cette stratégie médiatique.

Dans ce pays, depuis des mois, il existe un mouvement, né spontanément, qui s'auto-organise et s'étend « *Den Plirono* », c'est-à-dire « *Je ne paie pas* ». Dans tout le pays ont lieu des autoréductions totales dans trois grands domaines : les péages routiers, les transports en commun, les frais médicaux*[5]. Qui est au courant ? Quel grand média a multiplié les reportages et les informations ? Par contre, dès qu'une poubelle est brûlée place

Syntagma, les images sont immédiatement diffusées dans le monde entier. L'intérêt est évident : pour le pouvoir, annoncer que des centaines de milliers de Grecs ne payent plus les autoroutes, les transports… c'est ouvrir la porte à ce que des millions d'habitants d'Europe en fassent autant. A l'inverse, diffuser l'image de quelques misérables projectiles lancés lors de manifestations, bien encadrées et contrôlées par des syndicats qui placent les salariés en position de demandeurs (et donc en position de faiblesse), ne sont que des cerises confites sur le gâteau de sa rhétorique.

QUEL RÔLE POUR LES ANARCHOSYNDICALISTES DANS TOUT CELA ?

Il me semble que ce que nous avons à faire pour le moment, est de défen-dre au mieux l'émergence des capacités de tout un imaginaire collectif qui n'en est qu'à son premier stade de développement.

En particulier, nous devons réfléchir à comment déjouer des manœu-vres centralisatrices ou visant à stériliser, à faire dévier de trajectoire le processus en cours. Il faut donner du temps à l'élaboration collective horizontale, à la maturation des individus. Il faut comprendre que des notions comme celles de « coordinations », de « commissions », « d'actions » sont ambivalentes et donc agir à cet égard avec discernement*6. Ces notions peuvent être portées en effet de façon constructive, mais ce sont aussi des moyens de créer des fractions dirigeantes, de recentraliser ou de faire le jeu du pouvoir par un mauvais usage de la force collective.

L'enjeu est de taille. Si le mouvement assembléiste perdure, il parviendra à élaborer un état d'esprit général, une confiance du peuple en ses capacités, à prendre son avenir en main. Alors, ce qui n'est maintenant encore qu'un slogan lancé dans les rues des ville ibériques, *« Tout le pouvoir aux assemblées »* , sera demain une situation extrêmement dangereuse pour le système dominant, un slogan qui pourrait faire gagner la guerre à notre classe.

M

_1.- Carabanchel, Tetuan, Lavapiès sont des quartiers de Madrid. _2.- Ainsi, et même s'il n'est en rien une référence pour nous, Mao en 1947, prenait la précaution de consacrer huit de ses dix principaux commandements à l'armée populaire chinoise à cet objectif qui était tout simplement « ne pas se mettre à dos la population ». _3.- Voir également l'article du compagnon de Saragosse. _4.- La CNT-AIT, a voici plusieurs années, fait campagne sur le thème *« L'insécurité, c'est l'Etat et le capital »*, en dénonçant en particulier les « accidents » du travail. _5.- Voir un article complet sur ce sujet : http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article938 _6.- Voir *« Critique de l'Assemblée de Montpellier »*.



De la contestation dans l'air...

Depuis plusieurs semaines, et suite aux soulèvements dans la région arabe, des milliers de personnes occupent les principales places d'Espagne jour et nuit, contestant à la fois une classe politique corrompue et des conditions de vie toujours plus difficiles.

Ce mouvement populaire massif n'est encadré par aucune organisation politique ou syndicale. On assiste à lutte spontanée, né d'un ras-le-bol diffus, qui semble être en mesure de se propager (en Grèce, au Portugal,... en France ?). Les médias font diversion, préférant s'attarder sur le misérable feuilleton pré-électoral, les faits divers en tout genre, ou encore des histoires de concombres malades...

Quelques éléments d'informations et d'analyses sur le mouvement en cours.

« DÉMOCRATIE RÉELLE » ?

Démocratie réelle fut le nom donné au mouvement espagnol, et repris ici également. Les différences, parfois énormes, dans le contenu de cette « *revendication* » prouvent son ambiguïté. Si le foisonnement de propositions concrètes à ce sujet est la preuve d'une certaine vigueur du débat, il convient de différencier deux grandes tendances.

D'un côté, certains critiquent les partis principaux actuels, le système représentatif dans sa forme actuelle, et proposent donc des revendications du genre « *une nouvelle constitution* », des dirigeants moins corrompus, moins injustes, mais des dirigeants quand même.

D'autre part, un mouvement se dégage, qui est lisible dans la forme même de l'organisation de la lutte. Celle-ci se construit hors des partis politiques (voire contre eux), du système parlementaire. Le mouvement se structure sous la forme d'*Assemblées populaires*, ouvertes, quotidiennes. Ces assemblées sont souveraines (elles décident pour elles-mêmes, ne représentent qu'elles-mêmes) et autonomes. C'est une application de la démocratie directe. Dans cette conception, la « *démocratie réelle* », c'est celle qui est mise en place par les personnes en lutte, qui disent alors « *la démocratie c'est nous* ». Plus de dirigeants, c'est le peuple qui gouverne.

On constate, en Espagne et ailleurs, que la forme assembléiste surgit parfois de manière quasi-spontanée en période de lutte, comme forme naturelle d'organisation contestataire démocratique. Il est intéressant de voir la capacité qu'ont les gens à prendre en mains leurs affaires collectives, à

faire preuve d'une extraordinaire intelligence, lorsque le désir de liberté resurgit, et se fait plus fort que la résignation. Et cela malgré un système qui quotidiennement institutionnalise la passivité, la délégation, l'obéissance aveugle et l'individualisme. Comme quoi, rien n'est jamais joué... La démocratie réelle, finalement, pourrait bien être cette forme d'organisation politique de la société, qui n'existe pour l'instant qu'en tant que contestation sporadique.

Parallèlement au mot d'ordre « démocratie réelle », le contenu des messages des révoltés concerne les conditions de vie et des revendications plus économiques. Chômage élevé, précarité généralisée, difficultés d'accès au logement, à la nourriture, aux soins. La situation d'injustice est de plus en plus criante, la bourgeoisie encaisse des sommes considérables, et exige des classes populaires qu'elles se serrent toujours plus la ceinture (plans d'austérité en pagaille, stagnation voire baisse des salaires, diminution des minima sociaux, …). Les gens n'en peuvent plus ; on a pu constater ces dernières années une amplification du sentiment de révolte au travers des diverses luttes (en France : CPE/CNE, réforme des retraites…) dont les revendications officielles n'étaient qu'un prétexte pour exprimer un ras-le-bol général.

Contestation politique et contestation économique : même combat !

L'existence parallèle de ces deux « types » de revendications n'est pas sans intérêt et cela prouve une certaine lucidité des gens en lutte : le système parlementaire et le système capitaliste sont intimement liés, ils forment une seule et même chose. L'illusion, longtemps entretenue, qu'il suffisait de voter pour un autre parti ou candidat pour changer réellement la situation, pour enfin vivre mieux, est en train de s'effondrer ! Les politiciens, quels qu'ils soient et quoi qu'ils disent, sont les défenseurs de l'injustice sociale et de l'exploitation capitaliste. En conséquence de quoi les opprimés ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour améliorer leurs conditions de vie, et pour transformer vraiment/radicalement la société. Et ce, en contestant à la fois l'exploitation économique capitaliste et la domination politique de l'État, les deux faces d'une même médaille mortifère.

Aller plus loin...

Si les mouvements actuels présentent nombre d'aspects intéressants, il est néanmoins essentiel d'en chercher les limites, les contradictions éventuelles ; et ce dans l'unique but de les voir se poursuivre avec toujours de lucidité, pour plus d'efficacité.

La principale modalité d'action consiste en l'occupation des principales places des villes. Cela permet une évidente visibilité, une réappropriation politique de l'espace public, un lieu de lutte permanent. On y discute, échange, partage, mange, élabore, s'y réunit… Mais si le mouvement se restreint à cette forme, des limites apparaîtront rapidement. D'abord, sur la durée, de telles occupations engendreront vite l'accumulation de fatigue et de lassitude pour les gens présents. Or jouer l'épuisement est précisément une des tactiques préférés du pouvoir, lorsqu'il ne peut se permettre une répression trop directe.

Ensuite, si la contestation se réduit à n'exister que sur la place publique, elle ne peut s'étendre au lieu fondamental du système capitaliste : la sphère de la production. Donc, on conteste les conditions de vie, mais on ne se donne pas les moyens d'attaquer à la racine de l'existence de telles conditions. La marchandisation du monde est bel est bien présente dans les critiques, mais ni les lieux de sa production ni ceux de sa circulation ne sont pris comme cibles. La machine capitaliste est au centre des critiques, mais elle continue bel et bien de tourner...

Et maintenant?

Que ce soit en Espagne, en Grèce, en Égypte, ou n'importe où, c'est bien le même système capitaliste qui astreint nos vies à n'être qu'au service de l'enrichissement et du pouvoir de quelques exploiteurs. On peut changer la nature du régime, on n'éliminera pas l'exploitation et la misère pour autant. Nous n'avons rien à attendre d'une quelconque élection, d'un changement de constitution. Nous seuls avons le pouvoir de changer les choses. Dès lors, partout où nous pouvons, il nous faut discuter, débattre, nous organiser en vue de nous réapproprier nos vies, la politique, la production. Pour ce faire, débarrassons-nous des leaders, pseudo-représentants, de tout ceux qui utilisent notre révolte pour leur carrière et leurs ambitions.

La démocratie, c'est nous ! Organisons partout où c'est possible des Assemblées Populaires, sur nos lieux de vie, de travail… Construisons la résistance populaire autonome !

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

R, CNT-AIT Caen

Critique de l'Assemblée de Montpellier ...

«…s'est produit également le glissement d'« Assemblée populaire » vers « Assemblée générale ». La différence est fondamentale. Avant le début de l'assemblée, les différentes commissions se réunissent (actions, logistique, communication…) et l'erreur, pointée dès le départ, est que l'assemblée débute par le compte-rendu des commissions. Les gens qui viennent à dix-neuf heures, prévenus qu'ils ont été, assistent donc pendant une à deux heures à ce qui n'est rien d'autre que l'administration du mouvement, l'organisation de la vie du campement et de temps en temps un peu de branlette électorale sur une virgule de tel ou tel tract. Le côté « populaire » a complètement disparu au profit d'une « Commission d'organisation de l'AG » qui décide à groupe restreint (certes ouvert à tous mais la grosse majorité des gens n'ont pas forcément ni le temps ni l'envie d'y participer) de la façon dont va se dérouler l'AG. Quand un camarade a fait remarquer récemment, avant que l'AG débute, qu'il faudrait que les comptes-rendus des commissions et tout ce qui concerne la vie du camp soient discutés avant ou après l'assemblée afin que les passants puissent s'arrêter et s'exprimer sur des sujets qui les concernaient (ce qui est le principe fondamental de l'Assemblée Populaire), il lui a été répondu : *« Ce n'est pas ce qui a été décidé à la commission d'organisation »*. Si on renifle, on sent comme l'odeur du cadavre de Staline. »

Extraits d'une critique, Anonyme le 09/ 06 /2011

La violence aussi fait débat

Depuis que tout cela a commencé ce mois dernier, un débat houleux sur la violence traverse le mouvemente du 15-M.. Je voudrais donner mon opinion. Actuellement, je suis pour l´utilisation de la non-violence de manière défensive et en réponse à la violence du système. N'avoir que 600 € de revenu est violence, avoir à supporter les licenciements est violence, perdre ton logement est violence. La liste est longue des actions violentes que le système capitaliste d´Etat mène contre nous.

Par conséquent, la question n´est pas de savoir si utiliser la force contre ce système est ou n´est pas légitime. La question est savoir si c'est ou pas bénéfique pour nous. Nous sommes un mouvement jeune, pluriel et encore peu autorégulé. Bien qu´il semble que nous soyons nombreux, nous sommes encore trop peu, moins de 1 % de la population. Par conséquent, nous ne sommes pas encore suffisants pour donner des coups de force. Ils ont des armes, ils sont des professionnels de la violence, ils contrôlent les médias et à travers eux l´opinion publique. Nous ne pouvons pas nous permettre d´agir de forme téméraire et violente.

Mais une chose est de rejeter l´usage de la force, quand il n'est pas bénéfique pour le mouvement, et une autre est de faire de la non-violence une religion. Nous avons vu des gens qui ont considéré certains slogans comme « violents ». Des gens qui faisaient valoir qu´on pourrait convaincre les policiers, qui seraient nos égaux comme « citoyens ». Sans être méchant, quand ces gens auront reçu un petit coup de matraque, la petite bosse sur leur tête leur montrera ce que la police est vraiment. Nous ne pouvons pas admettre qu´il y ait des gens qui croient que les choses peuvent être obtenues sans être virulents à un certain point, sans situations stressantes, sans entrer par la force dans certains lieux et sans donner quelques coups. Il me semble très naïf de penser que nous pouvons réussir un changement social réel en offrant des fleurs pendant qu'ils nous assassinent (actuellement ce sont seulement des balles de caoutchouc, dans le futur, ce pourront être des balles réelles). Même dans les révolutions les plus pacifiques, telles que la révolution des oeillets au Portugal, il a fallu être virulents le moment venu. Nous ne pouvons pas discréditer l´usage de notre force, pour nous défendre contre ceux qui veulent nous attaquer parce qu´ils ne veulent pas les changements que nous voulons. Si dans notre discours nous disons non à l´usage de la force indépendamment des circonstances, lorsque le moment d´avoir à nous défendre viendra, nous serons écrasés. Aujourd´hui, nos armes sont nos mains ou-vertes et nos voix, mais nous avons aussi des poings, des ongles et des dents, et il se pourrait qu´un jour nous ayons à les utiliser pour défendre nos acquis. On a également parlé de former des groupes pour isoler et identifier les « violents ». Il a même été question de les donner à la police. Je suis complètement contre cette position. D´abord, cela reviendra à créer une « police révolutionnaire » au sein du mouvement, ce qui ne peut que conduire à un stalinisme qui a causé l'échec de tant de révolutions. Deuxièmement, parce que les « violents » sont à ce jour pour une bonne part des flics en civil (ce qu'ont montré plusieurs vidéos).

Troisièmement, parce qu´il n´y a rien que je regarde comme plus méprisable que de dénoncer un camarade à l'ennemi. Prévenir la violence, oui. Institutionnaliser et classer les moyens de prévenir cette violence, jamais. Rien ne rend plus heureux un gouvernement que de voir comme nous divisons et nous stratifions, c´est une des raisons (outre de donner une mauvaise image) pour lesquelles ils mettent des infiltrés violents dans nos manifestations.

Je dois ajouter qu´il n´y a pas de mot pour ce mouvement que je déteste plus que le mot « pacifiste ». J´ai déclaré la guerre à tout ce qu´il y a d´injuste dans la société. Je rejette la « paix sociale », je pense que nous devons détruire tout ce qui nous opprime et exploite. Et je ne dis pas brûler les voitures, jeter des pierres, brûler des bâtiments ou assassiner des personnes. Je parle de détruire les institutions, les relations d´autorité, le capitalisme. A ces choses j´ai déclaré la guerre. Je suis, par les circonstances, pacifique. Je suis et je serai toujours antimilitariste. Mais pacifiste, quand j´ai déclaré la guerre à toutes les tyrannies du monde, jamais.

Salut et liberté.

Un compagnon de Saragosse

... et quelques remarques générales

Même si l'on voit bien que les « indignados » (d'Espagne) se débrouillaient très bien, aujourd'hui réutiliser l'outil Assemblées populaires peut parfois être difficile.

Certains feront tout pour faire capoter une assemblée, parce que l'humain ramène avec lui toutes ses valises et tout ce qu'il a vécu : il vient avec son égo, ses forces et ses faiblesses, certains désirant un pouvoir sur d'autres ou ne pas perdre le pouvoir qu'ils ont. Certains veulent être mis en valeur, d'autres ont peur de s'exprimer et d'autres parlent trop.

Il ne faut pas oublier non plus le travail que font les « endormeurs du peuple » avec des moyens considérables : les médias, les syndicats, les patrons, et les forces de répression.

Sachons cela pour faire fonctionner l'outil assemblée populaire, qui est indispensable, pour prendre des décisions, pour s'organiser et dire ce que nous voulons et comment l'obtenir avec nos propres moyens sans rien attendre des pouvoir publics ou privés. L'outil se pratique, se développe, s'expérimente et devient très prometteur. Continuons sur la lancée, nous avançons ensemble pour un meilleur présent, que nous construisons pierre par pierre...

Point de vue d'un militant

Les AP doivent absolument porter un projet de société fort en leur sein. Autrement, le mouvement ne pourra que se cantonner à un rôle de pseudo-contestation, plus ou moins spectaculaire.

L'assembléisme a une histoire et un but. L'absence de projet social et d'organisation forte aboutira à la mort du mouvement ou à sa récupération.

Le rôle des anarchistes est de s'organiser un maximum pour soutenir le mouvement et permettre aux masses de prendre leur destinée en main. L'aboutissement est une prise de conscience collective et la généralisation de l'action directe afin de changer l'ordre des choses et d'instaurer une société basée sur les idées communistes libertaires.

Voici le choix qui s'offre à nous. Les Espagnols semblent montrer la voie qui mène au dépassement de la contestation sociale.

La facilité déconcertante avec laquelle les masses ont naturellement et massivement échappé au contrôle des politiciens pour s'auto-organiser de façon horizontale n'est sûrement pas étrangère à la force actuelle et historique du mouvement anarchosyndicaliste espagnol. Les militants de gauche, à l'origine du mouvement, sont complètement dépassés après avoir voulu détourner le concept de démocratie directe en l'édulcorant pour le rendre compatible avec le parlementarisme. La démocratie « réelle » qu'ils prônaient s'est retournée contre eux.

LE DÉFI DE LA RÉVOLUTION GLOBALE

Le but pour nous est que l'humanité prenne conscience que rien ne différencie les personnes entre elles et que s'instaure une société sans frontières, avec la garantie de jouir d'une totale liberté. Inventer une nouvelle société est la finalité. Qu'importe la forme tant que l'on parvient à instaurer une société sans classes, une société ou chacun participe selon ses capacités et reçoit selon ses besoins.

Plus que jamais il semble évident que l'humanité est prête à relever le défi. Mais les obstacles seront nombreux car le capitalisme est ultra-violent et n'hésite pas à éliminer ceux qui dérangent.

PACIFIQUES OU ATTENTISTES ?

En attendant de pouvoir réaliser le communisme par l'anarchie, ne nous y trompons pas : les syndicats sont nos ennemis, ils jouent la même partition que les flics, au service de la bourgeoisie pour nous asservir. Nous encourageons un changement qui s'effectue dans le calme et nous pensons qu'il faut prendre garde à ne pas se laisser pousser à la violence soit par les éléments provocateurs mandatés par le pouvoir, soit par ceux qui, de bonne foi, prennent leur propre énervement pour la réalité sociale. Il faut donc tout faire pour n'avoir à utiliser la violence qu'en cas de légitime défense ou pour remplir des impératifs stratégiques ou tactiques mûrement réfléchis.

Nous n'avons pas besoin de l'Etat ni du capitalisme. Il est donc primordial de propager l'idée de l'autonomie au sein de la lutte amorcée. Si les gens ressentent maintenant que les politiciens sont inutiles, voire nuisibles, il faut qu'ils comprennent pourquoi. Il faut montrer que nous n'aurons rien si nous attendons quoi que ce soit du système et que nous pouvons tout avoir si nous le décidons.

Le mot d'ordre qui découle naturellement de nos trois principes fondamentaux est simple : *« Qu'ils s'en aillent tous ! »*. Ayant démontré leur inutilité, leur incompétence voire leur corruption, la place des politiciens, des syndicalistes et des capitalistes est au ban de la société. Comme en Belgique, où le ridicule des politiques est tel que le gouvernement est inexistant depuis plus d'un an, il apparaît évident que la politique spécialisée, coupée de la vie réelle, ne sert à rien. Pire, la gestion mondiale du nucléaire montre que le capitalisme est un danger pour l'Humanité. Et ce n'est qu'un exemple. Donc aujourd'hui tout doit être fait pour qu'un maximum de gens prennent conscience de cet état de fait et décident enfin de changer le monde.

Petite chronologie

Le mouvement dit des « Indignés », amorcé en Espagne le 15 mai dernier, a constitué une belle surprise, à l'instar des révolutions tunisienne et égyptienne. Preuve que tout est désormais possible. Retour sur ces quelques semaines qui, espérons-le, aideront a changer la donne en Europe.

- 14 mai :

de France, on a pu percevoir des signes avant-coureurs, avec une manif de plus de 100 000 personnes contre les coupes budgétaires à Barcelone .

- 15 mai :

occupation de la Puerta del Sol, la place centrale de Madrid par des militants d'Izquierda Unida (équivalent du Parti de Gauche). Ils revendiquaient la réforme de la loi électorale et tenter ainsi de gagner quelques strapontins aux élections locales toutes prochaines. Ils se font déloger manu militari par les flics le jour même. Mouvement de protestation contre la police : les Madrilènes envahissent la place en masse dès le lendemain. C'est le point de départ d'un mouvement d'ampleur nationale et internationale d'assemblées populaires autogérées. Toutes les villes espagnoles ont été concernées, même les villes moyennes. Dès le 19, un mouvement de soutien apparaît à Toulouse. Très rapidement aussi à Perpignan, Montpellier puis dans de nombreuses villes en France. En Europe, le soutien s'exprime en Grèce, en Italie, en Grande-Bretagne, au Portugal...

- 27 mai :

la police régionale catalane (les glorieux « mossos d'escuadra ») tente de déloger l'assemblée de la place de Catalogne, au cœur de Barcelone. La répression entraîne un mouvement de solidarité. Les manifestants reprennent la place, encore plus nombreux et déterminés. La violence policière a fait prendre conscience au gens qu'ils sont méprisés par les puissants, et les pousse à se radicaliser.

- 28 mai :

des AP prennent la décision d'étendre le mouvement aux quartiers.

Une multitude d'assemblées locales voit le jour, point de départ pour l'expérimentation de la démocratie directe.

- 12 juin :

les indignés de Madrid lèvent le camp, stratégie intelligente qui succède à la prise de conscience que, vouloir maintenir les assemblés à tout prix malgré l'essoufflement, allait desservir le mouvement et qu'il était temps d'amorcer un travail de fond dans les quartiers. A Barcelone la levée du camp est imminente.

- 15 juin :

action du campement de Barcelone avec une manif et un sit-in devant le parlement local. Les flics interviennent de nouveau pour disperser les milliers de personnes présentes. Les députés ont du mal à entrer et doivent même utiliser un hélicoptère pour y parvenir. Les gens présents accueillent « chaleureusement » les politiciens, entre huées et jet de peinture.

- 19 juin :

les assemblées des divers quartiers de Madrid et des autres villes ont convergé vers les centres-villes. Manifestations un peu partout en Europe.

Le mouvement a, dans un premier temps, été plutôt modéré, avec des gens venus d'horizons assez divers et des revendications plus ou moins intéressantes. Ce mouvement d' « indignation » plutôt mou, s'est radicalisé au fil du temps et de l'avancée de la réflexion collective. Dès qu'il a débordé les partis et syndicats collabos, le mouvement a su faire preuve d'imagination et de capacités d'extension.

Contrairement à ce que les médias (et des partis politiques) ont diffusé, ce mouvement n'est pas dû à la CNT-AIT, ni en Espagne ni ailleurs. Par contre, ce qui est vrai, c'est que nous, militants anarchosyndicalistes nous y sentons tout à fait à notre aise, tout simplement parce qu'il est une forme de cette démocratie directe que nous pratiquons habituellement entre nous et que nous voulons voir se développer dans toute la société. Ajoutons qu'en Espagne, les militants du mouvement anarchiste dans son ensemble ont répondu présent dans cette nouvelle étape de maturation d'une lutte sociale contemporaine.

Des Assemblées populaires à la Révolution

Le mouvement de contestations des indignés qui s'est déroulé ces dernières semaines nous semble porter en son sein le germe d'une révolution possible, dans tous les cas, d'une émancipation des individus et d'une réappropriation de leur part de leur vie propre et du fait politique.

DU SENS PAR LES ACTES

Ici les termes retrouvent leurs sens, ainsi le mot de politique par exemple recouvre sa pleine définition : il est la vie de la cité. En « prenant les places publiques », leitmotiv de ce mouvement, les individus se réapproprient la chose publique, la res publica, la république.

A Toulouse par exemple, des assemblées parfois de plus de trois cents personnes se sont tenues tous les soirs pendants quelques semaines. Spontanément, des individus libres de tout parti politique et de syndicat se sont réunis sur la place du Capitole, et cela pour parler Politique avec un grand P. Pour s'interroger sur les problèmes de tous et de chacun, élaborer, construire et échanger ensemble.

L'image est forte, pleine de symboles, porteuse d'avenir. Dressés comme un seul Homme devant la mairie, bâtiment témoin de la bureaucratie dite représentative, des gens du Peuple se sont imposés d'eux-mêmes. Défiant l'autorité et l'interrogeant intrinsèquement sur son rôle et son utilité. Le fait à lui seul est une balafre portée au visage de l'institution bourgeoise. Là encore les mots retrouvent leurs sens car la Démocratie c'est le pouvoir au peuple, et en ces jours, le peuple était son propre pouvoir. Sans médiateur ou usurpateur. En ébauche peut-être. Mais la Démocratie était là.

DE LA FORME ET DU FOND

Et puis il y a le fond, le pourquoi. Là encore l'initiative est porteuse d'avenir. Ici le facteur déclencheur n'est pas une simple réaction à une énième attaque du système capitalo-étatique sur telle ou telle corporation spécifique. Non, ici, les individus ne sont pas regroupés pour défendre leurs intérêts directs propres, mais par solidarité avec d'autres personnes. Clairvoyants, et conscients que les méfaits du capitalisme ne connaissaient pas de frontières, ils se sont levés en réponse aux luttes de leurs frères et sœurs du monde entier.

Une spontanéité et un élan de générosité que le peuple s'offre à lui-même au détriment des politiques et du capital. Comme les Etats, les notions de frontières ne sont que des mythes, et ici nous les voyons s'émietter.

PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE

Les individus se réapproprient leur dignité, réapprennent à faire par eux-mêmes et avec les autres. Ils prennent leurs responsabilités et se concertent avec leurs compagnons. Vigilants, ils le restent quant à maintenir leur liberté et leur indépendance de pensée et d'action. Dans ces rassemblements aucun drapeau, aucune récupération politique. Même s'il faut rester prudent. Nous avons pu voir roder la bête. Jetée par la porte, elle a tenté sa chance par la fenêtre. Sous couvert de visibilité et d'efficacité, des politicards patentés ont voulu reconstruire un organe centralisé et hiérarchique autour d'un mot d'ordre commun : le leur !

Mais ce petit peuple dans la rue a gardé son autonomie. Solidaire avec les mouvements qui ont traversé les autres villes, il a su entamer un dialogue et échanger les expériences. Sans tomber dans le piège de l'uniformisation, ce mouvement des Assemblées populaires a su conser-

ver les différences et les spécificités de chacun. Il a dit oui à la solidarité mais non à sa perte de liberté et d'autonomie. Gardant sa souveraineté, chaque assemblée a su être sa propre et unique représentante. Empêchant en cet endroit un coup de force des récupérateurs.

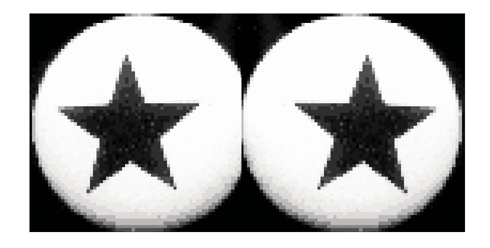
UN PROJET DE SOCIÉTÉ, UN AUTRE FUTUR

Alors oui, ce mouvement est pertinent, pour l'ensemble de ces raisons et bien plus encore. Il est de fait une remise en cause de la représentativité. Il apparaît que faire la politique est le problème de tous en non d'une élite qui ne sert qu'à elle. Ce mouvement interroge sur la réalité des choses, sur leurs fondements profonds. Il remet en lumière le sens des mots et il donne réalité, véracité et honneur aux principes.

Aucun chef, leader ou représentant, aucun porte-parole et pourtant ce mouvement a réussi à montrer qu'il était capable de vivre et de porter sa propre dynamique. Il a su sortir du cadre de la contestation institutionnalisée et admise. Vif et incisif il a débordé la cinquième colonne garante de la pérennité du système capitaliste : les partis politiques et les syndicats. Et puis, enfin, il a été pour ceux et celles qui y ont participé, une expérience humaine, des moments forts, où les consciences de chacun ont pu évoluer de jour en jour.

Loin d'être parfait, ce mouvement n'en est qu'à ses balbutiements. Des erreurs et des imperfections ont été commises mais on n'apprend pas à marcher sans tomber. Et puis, après des siècles de soumission à un Etat voyou, le soleil de la liberté peut brûler les yeux. Il faut le temps que la rétine s'adapte. Néanmoins ce mouvement est nouveau et porte, tant dans le fond que dans sa forme, les ébauches d'une société nouvelles.

Kévin



« Suicide », vous avez dit « suicide » ?

Ce 1er juin, le directeur de la FNAC Clermont s'est « suicidé ». Une petite précision préliminaire. La CNT-AIT ne syndique ni flics, ni matons, ni patrons…

Nous luttons pour la reprise en main par les exploités de leur lieu de travail. Malgré tout, les conditions de ce « suicide » nous ont interpellé, le directeur en question ayant écrit un mail aux cadres et au PDG avant… Malgré les « vacances » (comme si l'Etat et ses outils étaient en vacances, tiens donc), nous avons décidé de diffuser un tract qui tente de comprendre à l'entrée du Centre Jaude où se trouve la FNAC. Bien évidemment, ce lieu étant le temple de la consommation clermontoise, les tracts ne sont pas partis à toute vitesse, les consommateurs préférant assurer la bonne marche du capitalisme. Néanmoins, nous avons pu discuter avec certaines personnes qui nous ont apporté leur soutien. Puis nous avons voulu rencontrer les salariés. On entre donc dans la FNAC. On parle d'abord à deux salariés, qui semblaient un peu « apeurés » mais qui ont plutôt bien accueilli notre action et le tract. Puis on parle avec un autre, représentant au CHSTC, qui nous explique qu'on n'a pas trop le droit, que les cadres vont gueuler… Il prend le tract, le cache, nous explique que les conditions de travail sont assez insoutenables et que les salariés ont débrayé quelques heures la semaine précédente. Arrivent alors des cadres, entourés de vigiles. Le chefaillon nous prend à partie : *« Qu'est-ce que vous faites là ? »*. On explique. *« C'est de votre faute si les conditions ne sont pas bonnes, vous empêchez MES salariés de travailler sereinement »*. Et oui pas de honte, l'exploitation et l'oppression n'y sont pour rien… Consommez, ou sortez…

Texte du tract (extraits)

Mercredi 1er juin, le directeur de la FNAC de Clermont s'est suicidé, en se pendant dans un bois. (…) Nous ne connaissions pas cet homme. Quelques instants avant de mettre fin à ses jours, il avait envoyé un mail aux cadres de la FNAC et à son PDG, intitulé *« Le Pourquoi »*. Il y explique que sa mutation (il venait d'Aix en Provence), alors qu'il était au chevet de son meilleur ami mourant d'un cancer, fut forcée, malgré ses protestations. *« La direction générale s'en fout. Investissez-vous, mais pour l'entreprise. Les amis ? Tu t'en feras d'autres. »* (extrait du mail).

De plus, cet homme était bisexuel. Dans cette société capitaliste, fière de ses racines judéo-chrétiennes, on n'aime pas la différence. Les homos, les immigrés, les « rouges », les pauvres, les casseurs, les anarchistes… bref tout ce qui ne rentre pas dans le moule « Travail, Famille, Patrie » est à combattre. Même lorsqu'on est directeur à la FNAC. *« Mais mon erreur a été que la couleur de la chemise, rose, et de la veste, fuchsia, ne soit pas en accord avec la bienséance… Alors on me prit le bras pour me demander "qu'est-ce que c'est que cette veste de PD ? »* (…)

L'homme évoque également la pression insoutenable sur les employés (ce qui n'est pas nouveau, l'exploitation est l'essence du capitalisme), mais avouons que quand ça vient d'un directeur, ça peut faire tâche… *« Bien-être au travail… quelle fumisterie ; tout le monde en rigole, flairant l'arnaque, mais la direction fait la sourde oreille* (…). *On devient méchant, injuste, voyant le mal partout. Paranoïaque. Il faut noter le moindre retard dans une réponse de mail, le moindre débord, tout tout tout ce qui pourrait servir à étayer un dossier.»* (extrait du mail). (…) Bien évidemment, la direction de la FNAC nie toute responsabilité… comme celle de France Télécom. Bien évidemment, les syndicats sont silencieux… comme à France Télécom.

La CNT-AIT et son internationale, l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) est la seule organisation qui ne parle pas de suicide de travailleurs, mais bel et bien de meurtres patronaux. La pression, l'exploitation, la concurrence, le profit avant la dignité, la complicité syndicale, l'écrasement étatique… bref le responsable c'est le patronat, contrairement à ce qu'avait dit Fillon (qui doit bien connaître l'exploitation ouvrière…) *« Ce n'est pas de notre faute si les gens ne savant pas gérer leur vie »*. On croit rêver !

(Source du mail : Rue 89)

LE SOUTIEN CRITIQUE DU CAPITALISME

Vendredi 13 mai, université de Caen, réunion-débat publique à propos du Contre-sommet du G8. Trente personnes et grosse déception des organisateurs, après la faible mobilisation du Premier Mai et les divers rassemblements catégoriels dégarnis, c'est la morosité parmi les promoteurs de ce genre d'activité*[1].

Après quelques hésitations et la projection d'un film qui débute par la critique des G20 : tout le monde est concerné, mais n'est pas à la table des débats ; c'est donc un déni démocratique d'après l'intervenant. Encore un qui croit que la tare du capitalisme c'est que tous ne participent pas ; bref un capitalisme démocratique serait vachement chouette et il n'y aurait plus de misère ni d'exploitation... Suzanne George, tête pensante de l'alter-mondialisme, propose la socialisation des banques, mais on croit comprendre nationalisation, la confusion est-elle volontaire ou par ignorance ? Ce n'est pas l'accumulation, la double sphère de circulation du capital, l'extraction de la plus-value, qui constituent le problème mais l'excès financier et bancaire. Bref pas d'explications ni de remise en cause fondamentale du capitalisme, car le but est sa moralisation.

On comprend que l'anticapitalisme de certains consiste en un contrôle étatique de quelques instruments de ce mode économique, pour réduire les effets négatifs de son versant libéral financier. On croit ainsi combattre l'exploitation, mais c'est une illusion. Parce que l'étatisation de quelques entités économiques n'abolit pas l'exploitation propre à ces entités, et pérennise celle du capitalisme classique (propriété privée). Cette gauche anticapitaliste se veut marxiste mais oublie ou ignore sa vulgate. C'est dans la sphère productive que le capital extrait la plus-value, cette dernière devient spéculative dans le circuit financier. Supprimer ou réguler ce circuit n'empêche pas l'exploitation ; car la plus-value se maintient et crée ou recrée les rapports appropriés du capitalisme ainsi que la rationalisation économique qui en découle (pourtant si décriée par nos anticapitalistes). Proudhon déclara que : *« La propriété, c'est le vol »* au sens que la propriété de structures économiques (le capital) permet l'extraction de la plus-value. Plusieurs cadres de propriété économique ont été utilisés : individuelle (le patron), collective (actionnaires, sociétaires), étatique (intégrale ou noyau dur ou minoritaire) ; ainsi que plusieurs types de concentration : manufacture, industrielle, oligopole, monopole ; plusieurs mode de gestion : entrepreneuriale, technocratique, bureaucratique ; plusieurs façons de produire : combinat, conglomérat, toyotisme, fordisme ; plusieurs styles de propriété sociale : en nom propre, SARL, SA, holding, commandite ; plusieurs choix de régulation : le marché, la planification étatique, partenariat, co-gestion, marchand, non marchand, public, privé, protectionnisme, libre-échange. Cette liste peut être étendue mais ces quelques exemples ne sont que les variantes d'une même logique. Une grande partie des travailleurs ne récupère qu'une fraction de la valeur qu'elle a produite. Une quotité de cette valeur sert la rente des privilégiés ou les besoins du capital dans toutes ses formes. La production en son mode détermine le rapport, en ce sens l'économie capitaliste extrait la plus-value par des rapports d'exploitation et d'oppression. Le contrôle étatique ou « citoyen » des banques c'est le socialisme des imbéciles, car il s'agit de domestiquer la plus-value financiarisée et spéculative pour la rendre accumulative. Ce qui revient à ne pas détruire le système capitaliste dans ses modes et rapports qui organisent le sociétal (idéologie, éthique, politique, économique, classes sociales...). Les centristes, la gauche modérée, les néo-communistes, les altermondialistes, l'extrême-gauche ne sont que des sociaux-démocrates qui appliquent le principe de l'alliance capital/travail. Ils prétendent inverser du capital vers le travail le ratio de valeur ajouté. Leurs divergences portent sur le niveau d'exploitation et les alliances d'une politique redistributive, pour maintenir une plus-value acceptable par le système. Nous voyons bien qu'il ne s'agit pas d'anticapitalisme, qui, lui, attaque sur le fond : pas de plus-value, réciprocité des valeurs d'usage et d'échange, égalité de la valeur de la force de travail, économie pour le bien commun, propriété sociale des entités économiques primordiales. Si nous ne voulons pas de rapports d'exploitation, ni d'oppression, nous devons abattre le capitalisme. La participation aux instances de concertation nationale ou internationale, c'est la démocratie des niais (discuter avec ceux qui nous oppriment).

Durant la soirée, un adhérent de la CNT-AIT fit une intervention critique sur le concept démocratique de nos anti-G8. Selon eux, le défaut de ce système politique est que tous ne sont pas consultés ou ne participent pas à la gestion de la société. Ce citoyennisme, leitmotiv de la soirée, agace notre anarcho ; il rappela que patrons, capitalistes, bourgeois, banquiers... sont aussi des citoyens, et des plus actifs, et pourvus en moyens pour pratiquer l'exploitation. Il se trouve que ces gens représentent une fraction non négligeable de l'électorat. Vu les contradictions consécutives aux classes sociales, la sociologie électorale, les diverses idéologies, les intérêts antagoniques des uns et des autres, l'abstentionnisme, la démagogie des partis, les corporatismes... le parlementarisme électoral, clé de voûte de ce citoyennisme, aboutit au contrôle par la bourgeoisie des entités législatives, exécutives, administratives... Le système politique basé sur l'État démocratique et son régime parlementaire est un mensonge, car c'est le système des sociétés inégalitaires. De fait, les intérêts de classe sont antagoniques, les capitalistes sont cupides et pratiquent la rapine et les élus sont complices. Parlementer avec eux pour moraliser ce système qui ne peut l'être, est une ineptie. Les ordres idéologique, politique, économique sont liés, chacun corrobore l'autre et

structure cette société. Toute structure développe sa rationalité organisatrice, la compatibilité endo et exo-sociétale par syncrétisme, construit un tout. Il n'y a pas de neutralité en la matière : tout choix agence. Si la démocratie c'est le peuple souverain, la version actuelle de la participation de tous aux choses publiques induit le citoyen. Pour que chacun jouisse de ce statut, il faut l'égalité des droits et devoirs, la démocratie et donc une république de citoyens égaux. Telle n'est pas la société actuelle. La participation citoyenne aux diverses instances politiques est un leurre car elle pérennise un monde inégalitaire. En fait, il s'agit de collaborer avec l'oppresseur ou d'obtenir quelques privilèges. Reste pour justifier cela à réduire la démocratie à la liberté et pluralité d'opinions. Dans ce cas, nos citoyennistes ne devraient ni interdire, bannir, réprimer aucune opinion, ni groupe idéologique, or telle n'est pas la réalité. Si la liberté d'opinion est inaliénable en démocratie, en faire l'axiome peut produire un paradoxe : l'action d'un discours anti-démocratique. En effet, au prétexte (souvent faux) de l'assentiment électoral majoritaire d'un discours, celui-ci est appliqué. Tant pis si cette majorité n'est pas celle de la population et si l'application contrevient au principe d'égalité. A plusieurs reprises, le suffrage universel et le parlementarisme ont plébiscité des gouvernements dictatoriaux. La démocratie est fondamentalement l'égalité, ce principe s'oppose et combat tous les systèmes d'exploitations, de dominations, d'abandons de souveraineté, délégations de pouvoir, etc. L'économie capitaliste et le parlementarisme (comme d'autres modes politiques et économiques) ne sont pas démocratiques mais synarchiques. Tout recours à ces ordres maintien l'illusion et l'impasse du projet démocratique. Ce projet ne peut être construit que par la lutte contre les tenants des oligarchies. Ces dernières ne sauraient être consultées, ni autorisées à légiférer, ce qui revient à reprendre le vieux slogan : pas de démocratie pour les anti-démocrates.

Pour terminer, je renvoie au texte *« Keynésianisme, social-démocratie : l'impasse ? »* (*Anarchosyndicalisme !* mars-avril 2011) et au *« Cahier de l'anarchosyndicalisme »* n°46 (consultable sur le site de Caen ou commander à CNT-AIT CAEN (2 euros).

Jean Picard Caen, 16/06/20211.

-1.- Le samedi 21 mai, manifestation anti-G8 au Havre (76). Les organisateurs attendaient entre 40 à 45 mille personnes, puis 10 à 12 mille et ce fut à peine 5 mille qui déambulèrent dans la cité. La CNT-AIT n'a pas défilé mais a tenu une table de presse, suscitant beaucoup de passage et de discussions. Reste posée la question pourquoi ça mobilise si peu ?

RATONNADES A CASTRES !

Voici les faits tels qu'ils ce sont déroulés : tout commence le mercredi 29 juin à 22 h 30 avec une bande d'une trentaine de personnes habillées de noir et cagoulées. En voyant ce groupe tout à fait paramilitaire, beaucoup de spectateurs ont pensé qu'il y avait peut-être là-dedans des… militaires. Justement, il se dit à Castres que des militaires du régiment local fréquenteraient le *« bloc identitaire »*, un groupuscule d'extrême droite. Bref, qui qu'ils soient, ces encagoulés déboulent devant un salon de thé - bar à chicha. Ils menacent le patron d'origine maghrébine et la quinzaine de clients. Ces fascistes encerclent le bar et commencent par l'intimidation et les menaces à caractère raciste et xénophobe du genre *« Pas d'arabes chez nous »* et *« sales Ratons »*, ensuite les paramilitaires, bien armés, font de la casse en s'en prenant aux voitures garées à proximité, en balançant les chaises contre la vitrine du bar et en molestant plusieurs personnes. Ces évènements vont entraîner une drôle de surprise, car il y a eu une riposte inhabituelle. Une heure environ après, vers 23 h 30, un groupe composé de trente à quarante personnes se présente devant la caserne du 8e RPIMa située avenue du lieutenant Jacques Desplats. Ce groupe, muni semble-t-il de barres de fer vient pour en découdre. L'un aurait même lancé une grenade de gaz lacrymogène en direction de quatre militaires qui étaient de faction devant la caserne, une autre personne aurait tiré en direction des militaires avec un pistolet à grenaille. L'insigne du régiment, accrochée au portail d'entrée, représentant une ancre de marine, a été détruite par les assaillants.



Le jeudi d'après, des incidents ont lieu en ville (insultes et bagarres). La caserne a été protégée toute la nuit par une compagnie de CRS de Montauban venue en renfort et aussi par des policiers de Castres.

Maintenant que nous avons décrit les faits, quelques remarques :

Tout d'abord, la discrétion des médias : quelques maigres articles dans le journal local. Or, tout le monde sait que les médias font leurs choux gras des violences : que des jeunes se mettent une raclée entre eux gare de l'Est est une information nationale, qui mobilise TF1, qui est développée au journal télévisé, reprise dans des magazines… Etrange discrétion donc, face à une bande armée, organisée, cagoulée, qui attaque en pleine ville un établissement privé, devant de multiples témoins, qui casse des voitures, du matériel, qui moleste des clients… Ne serait-ce pas la nature des agresseurs qui explique ce pesant silence ?

Ensuite, l'intégration sociale que l'armée se vante d'apporter depuis tant d'années à Castres (et probablement ailleurs) s'écroule comme un château de cartes devant la réalité. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'armée n'est vraiment pas vécue comme ça par une grande partie de la population ! Enfin, la démagogie éclate au grand jour avec toute sa folie raciale et sécuritaire qui en découle. Un député s'indigne de l'attaque de la caserne, mais bien moins de l'attaque initiale, qui visait pourtant des civils désarmés. Discrimination, précarité, « bizutage », promiscuité et fausse camaraderie sont la règle dans cette société.

Pour finir, une remarque : Ségolène Royal, et avec elles de nombreux politicards parmi les plus réactionnaires, préconisent *« d'envoyer l'armée dans les quartiers »*, comme leurs prédécesseurs l'avaient envoyée *« dans les colonies »*, pour rétablir ce qu'ils appellent l'ordre (et on sait parfaitement ce que cache un tel euphémisme). De tels propos ne peuvent être interprétés par des individus, militaires ou pas, qui rêvent de passer aux actes, que comme un blanc-seing, une autorisation de passer aux actes. Lourde responsabilité.

Yannick

RACISME MILITANT ?

Les soulèvements des quartiers en 2005, ou plutôt la réaction de la quasi-totalité des Français, a provoqué chez moi une poussée d'urticaire et une poussée de pessimisme sur la mentalité de mes contemporains. Pour les gens de droite, rien de surprenant, par contre la surprise, due à ma naïveté, a été de découvrir que de tels évènements pouvaient faire voler en éclats les clivages politiques et amener des gens de gauche à reprendre des thèmes très, très à droite. En ces temps troubles les gens de gauche ne se gênaient pas pour sortir des propos du genre « S'ils ne sont pas contents, ils n'ont qu'à retourner d'où ils viennent », il ne manquait que le fameux « sales bougnoules » pour coller au stéréotypes du sympathisant de Le Pen. L'histoire se répète aujourd'hui, en s'amplifiant, à la lumière des soulèvements arabes, toujours en cours, du printemps dernier. Cette fois-ci la confusion provient en particulier de l'extrême gauche, et de certains anarchistes, vent debout contre les révoltes d'Outre Mer.

Nationalisme

De nombreuses personnes ont des analyses et une vision nationaliste des choses. Pour elles, la base est la *« souveraineté nationale »*, un concept qui revient en fait à renforcer les frontières et sert à diviser les gens pour canaliser, brider et finalement tuer la révolution. On n'a finalement rien à dire (et encore moins à faire) puisque *« c'est à eux à régler le problème »*. L'ouverture à l'autre est proscrite par ce discours, et la défense égoïste des intérêts nationaux permet de mettre en place un nouveau système dans lequel les esclaves sont les mêmes et ou seuls les maîtres changent. Pour ces gens, il n'y a pas de révolution sans prise de pouvoir. Pour moi, à l'inverse, la Révolution coïncide avec la disparition du pouvoir. Ou pour le dire autrement, la révolution sociale que je défends implique que le peuple soit seul maître de son destin. Je suis persuadé que c'est la seule manière pour que la révolution fasse voler en éclat les dogmes actuels et que les hommes prennent conscience qu'ils sont tous égaux et ont tous les mêmes intérêts quel que soit le pays d'origine.

Négationnisme

Il est légitime de discuter de ce qui se passe dans les pays arabes, d'analyser le processus, de voir ce qu'il porte de possibilités révolutionnaires (ou pas), de critiquer (au sens réel de ce terme : en négatif mais aussi en positif)… Mais j'ai l'impression qu'un certain nombre de personnes ont posé pour principe indiscutable que *« Les révoltes arabes ne sont pas des révolutions »* et ne le seront jamais. J'y vois pour ma part un affreux mélange de cynisme, de dénigrement et de mensonge, une théorie inavouée qui refuse de reconnaître la capacité de faire des révolutions aux arabes parce qu'ils sont arabes et qui ressemble à s'y méprendre aux théories du complot. D'un côté on a l'extrême droite qui affirme, dans la négation des évènements du 11 septembre, *« C'est la CIA qui a fait les attentats, les arabes sont trop attardés pour faire un acte aussi fort. »*. De l'autre nous avons les négationnistes d'extrême gauche qui refusent la révolution aux arabes, et qui se sentiraient manifestement vexés si, eux *grands Occidentaux politisés*, avaient quelque chose à apprendre des habitants de l'autre côté de la Méditerranée. Le paternalisme blanc n'est pas mort ! Ce faisant, ils ne se rendent même pas compte qu'ils sont sur la même position que le gouvernement israélien (qu'ils conchient pourtant) qui affirmait, sans aucun complexe, dans les premiers jours des événements égyptiens, qu'il préférait pour ce peuple la dictature à la liberté parce que cela garantissait le statu quo à Israël.

Cette façon de faire d'une partie de l'extrême-gauche est dans la lignée de la construction mentale née de la *« révolution »* bolchevique de 1917. En effet, ces militants se sont construits sur le mensonge des bolcheviques (prétendant faire la révolution pour le peuple alors qu'ils ont été juste capables de voler la révolution pour en faire la pire caricature de dictature), une école de pensée qui se matérialise de nos jours par le cynisme du régime kadhafiste. Ce n'est donc pas un hasard si les mêmes qui nient les révolutions arabes soutiennent, directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment, ce même régime.

Dictature

Preuve que le marxisme a une fâcheuse tendance à accoucher de la dictature et que se dire anarchiste ne préserve pas de la confusion politique, on ne peut pas dire que les révoltes (sans même parler de révolution) en Libye, en Syrie et dans le reste du monde arabe bénéficient de beaucoup de sympathie dans la militance d'extrême-gauche en France ! Rares sont les appels à soutien… alors que les Syriens (pour ne prendre qu'un exemple) subissent une répression historique par un régime dont tous ceux qui l'ont fréquenté connaissent le sadisme. Au contraire, des militants se sont faits, plus ou moins ouvertement, les relais de la campagne internationale de soutien à Kadhafi menée de front par les pires staliniens, Chavez en tête.

Pour achever ce texte par une anecdote, voici la réflexion d'une femme, entendue lors d'une table de presse et qui me semble représentative. Alors que je dénonçais la vie chère, sa réponse fut la suivante, *« Les prix montent, tant mieux, car les gens consomment trop »*. Vision plutôt étrange, qui sous l'appellation de *« les gens »*, permet de faire une sorte de moyenne entre l'hyper-consommation des privilégiés et les besoins, vitaux (logement, santé, vêtement, et dans les cas les plus graves, alimentation) non satisfaits d'une partie croissante de la population. Mais je n'étais pas au bout de mes surprises, quand nous nous mîmes à parler de la Libye, cette même personne, affirmant connaître le dossier, en vint à soutenir que *« Kadhafi avait fait des choses bien pour la Libye »* et que donc les insurgés n'avaient qu'à la fermer. Pourtant, cette femme affirmait être écologiste d'extrême-gauche et proche des... anarchistes !

Baya

19 JUILLET 36

Créée voici tout juste un siècle, la CNT (Confederacion nacional del trabajo), section espagnole de l'AIT (Association internationale des travailleurs), s'était fixé dès le départ un objectif très clair et sans cesse réaffirmé : liquider le capitalisme et l'Etat ; les remplacer par une société égalitaire et solidaire reposant sur une économie autogérée et des Communes libres. Vingt-cinq après, elle mettait en œuvre ses principes. Le mouvement social de grande ampleur qui vient de secouer l'Espagne n'est peut-être pas sans résonance avec cet événement majeur, même si l'écho est bien lointain et atténué.

L'objectif de transformation radicale de la société avait conduit les militants anarchosyndicalistes à étudier la question économique et sociale, à analyser les difficultés qui surgiraient inévitablement lors d'une révolution, et surtout à populariser leurs idées et propositions dans la population en organisant de multiples assemblées (cercles de discutions, athénées, conférences,…) et en diffusant force publications*1. Surtout, dans une lutte quotidienne sans compromis avec le pouvoir (ce que de nombreux militants payèrent de leur vie en tombant sous les balles des « pistoleros » du patronat ou celles de la garde civile), grâce à une réflexion auto-critique constante, ils avaient développé à l'extrême leurs capacités pour conjuguer autonomie individuelle et organisation fédérative.

Il n'est pas étonnant dès lors que le coup d'Etat fasciste lancé au Maroc espagnol par le général Franco le 18 juillet 1936 avec l'appui de toute la bourgeoisie, de l'église et de l'armée, se soit heurté, dès que la nouvelle en fut connue (le lendemain) à une levée en masse populaire mais aussi à la mise en pratique, partout où cela se révélait possible, d'une nouvelle société. Ainsi commençait la Révolution libertaire du 19 juillet 1936.

*« C'est à la campagne que la réalisation du Communisme libertaire*2 revêt la plus grande simplicité car elle se réduit à mettre en vigueur la Commune Libre »**1 écrivait en 1932 le Dr Isaac Puente. De fait, en Aragon, Catalogne, Levant, Castille, Andalousie, Estrémadure… les Collectivisations se répandirent comme une traînée de poudre. En Aragon par exemple, elles étaient 36 en février 1937 et 57 en juin de la même année. Le chiffre de 400 fut rapidement atteint.

Dans la région du Levant (Valencia), on dénombrait plus de 500 Collectivités en 1938.

Dans une paysannerie imprégnée depuis des années par l'idéal anarcho-syndicaliste, elles résultèrent de la constitution spontanée des groupes de travailleurs des champs. Une organisation interne se mit rapidement en place afin de régler des questions quotidiennes (répartition du travail…), soit pour gérer l'ensemble de la collectivité. Les Assemblées générales hebdomadaires, bimensuelles, mensuelles selon les cas se prononçaient sur l'activité des mandatés nommés par l'assemblée précédente pour accomplir telle ou telle tâche spécifique, fixaient la politique générale, réglaient les difficultés imprévues.

Tous ceux qui avaient adhéré à la collectivité, femmes et hommes, qu'ils fussent producteurs ou non, intervenaient dans le débat et participaient aux décisions. Souvent même ceux qu'on appelait les *« individualistes »* (des personnes qui n'avaient pas voulu rejoindre la collectivité et qui avaient conservé leur propriété individuelle ; la limite étant qu'ils ne pouvaient posséder plus de terre qu'ils n'en pouvaient cultiver) pouvaient se prononcer et voter dans ces assemblées.

La solidarité, portée au degré extrême, était la règle générale dans les collectivités agraires et assuraient à tous le droit à la vie.



Entre elles, les Collectivités développèrent un ingénieux système de relations, grâce à une organisation en réseau qui permettait à chacune d'entre elles d'échanger selon des modalités qu'elle définissait de gré à gré avec les Collectivités partenaires (ce qui explique que l'économie ait reposé tant sur le troc que sur les systèmes les plus sophistiqués) au mieux de leurs intérêts réciproques. Au fil des mois, le principe de l'appui mutuel fut de plus en plus développé, les Collectivités des zones les plus défavorisées recevant l'appui de celles de l'ensemble du réseau.

De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins

Les Collectivités étaient en pratique des structures qui appliquaient le grand principe du communisme libertaire : *De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins.* Dans les collectivités qui avaient aboli l'argent, chaque membre recevait directement la quantité de ressources matérielles nécessaires.

Là où l'argent avait encore été maintenu, c'était un salaire familial qui était versé. Des expériences de « monnaie fondante » (qui ne permettait pas la capitalisation) furent également faites. La méthode technique de répartition des biens différait en fonction des choix fait par chaque assemblée géné-



syndicalistes bien qu'ils en aient porté le projet et qu'elles se soient construites sur les bases qu'ils préconisaient depuis longtemps. L'élan que les anarcho-syndicalistes avaient su créer permit de recueillir la participation spontanée de personnes venues des horizons les plus divers (syndicalistes de base de l'UGT principalement, socialistes, républicains et même, comme en Estrémadure, des paysans catholiques).

rale des membres de la Collectivité, mais le principe moral était le même et les résultats pratiques très voisins.

Le mouvement de collectivisation ne s'arrêta pas aux portes des viles. Les anarchosyndicalistes étaient bien décidés à *« prendre possession collective des usines, ateliers et chantiers, des logements, des édifices et des terres, des services publics et des marchandises et matières premières emmagasinés »*[*1]. Dans de multiples industries (métallurgie, bâtiment, textile…) les entreprises, les usines furent collectivisées et les assemblées générales de producteurs géraient leur fonctionnement. Le travail fut rationalisé dans un objectif social. Toutes les observations montrent que, loin de s'effondrer, la production des usines et chantiers autogérés, dans ce pays en guerre, soit se maintint au niveau antérieur, soit, plus souvent, se développa.

Dans de nombreux cas, les transports et autres services (coiffeurs, restauration, distribution…) connurent également un fort mouvement de socialisation et les collectivisations urbaines complétèrent leur action en créant d'autres lieux économiques collectifs tels des coopératives de consommation.

Une conquête d'énorme importance dans ce pays, écrasé pendant des siècles par l'intégrisme religieux catholique, fut le droit de la femme à une vie libre, quelles que fussent ses fonctions sociales. De même, les enfants ont vu leur droit reconnu dans les Collectivités, non comme une aumône morale accordée par l'Etat, mais comme l'exercice que nul ne pensait plus à leur nier.

Ajoutons que les Collectivités n'ont pas été l'œuvre exclusive des anarcho-

Fascistes et communistes contre les Collectivités

Les Collectivités se heurtèrent à de nombreux obstacles, dus à l'opposition que leur manifestaient non seulement la majorité des propriétaires, mais aussi la bureaucratie syndicale de l'UGT et surtout l'ensemble des partis politiques (socialistes, républicains, communistes…[*3]) et bien sûr l'Etat et toutes ses composantes. Cependant, les échecs furent peu nombreux. Ainsi, à partir de ses enquêtes plutôt pointilleuses, Gaston Leval[*4], qui s'est particulièrement intéressé à la question, peut-il affirmer : *« J'ai rencontré seulement deux insuccès : celui de Baltana et celui d'Ainsa, au nord de l'Aragon »*.

Les Collectivités ne furent vaincues que par la brutalité, par la force militaire : attaquées à la fois par les troupes de Franco[*5] qui détruisaient prioritairement les Collectivités au fur et à mesure de leurs avancée sur le front mais aussi, bien à l'abri des frontières de la république, par les bataillons du Parti communiste. Ces derniers, très bien équipés et soutenus financièrement par l'URSS appliquaient à la lettre la politique d'extermination décrétée par Staline. Ils avaient constitué plusieurs brigades (*Brigade Karl Marx* dans la province de Huesca, *Brigade Maria Companys* dans celle de Terruel…) qui, loin de combattre contre l'armée franquiste[*6] lançaient leurs chars contre les paysans désarmés des Collectivités.

Ecrasés par la force, les collectivistes espagnols ont cependant démontré à la face du monde, pendant des mois, en plein XXe siècle qu'une autre économie, une autre société, une façon de vivre humaine et juste était réellement possible. En ce 75ème anniversaire de la Révolution espagnole, il convient de le rappeler.

Francesito

_1.- Une des publications les plus diffusées fut la brochure « El Communismo libertario » du Dr Isaac Puente (publiée pour la première fois en 1932 et fréquemment rééditée). Nous lui empruntons deux citations. _2.- Aujourd'hui, le terme peut être équivoque. Dans les années 30, en Espagne, il ne l'était pas : l'expression « communisme libertaire » n'avait strictement rien à voir avec le marxisme sous n'importe quelle forme. _3.- Le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), bien que composé de marxistes hétérodoxes qui s'opposaient à la fois à Staline et à Trotski (lesquels, en retour, ne les supportaient pas et cherchaient à les abattre) ne bascula dans le camps de la révolution sociale qu'après s'être fait jeter du gouvernement de la Generalitat (le gouvernement catalan). Ainsi, en juin 37, soit près d'un an après le début de la Révolution, un manifeste de la section aragonaise du POUM attaquait encore durement les Collectivités. _4.- Gaston Leval : « Ne Franco Ne Stalin, le collectivita anarchiche spagnole nelle lotta contro Franco et la reazione staliniana » (Milan, 1962). Les exemples et les chiffes de cet article sont essentiellement tirés de cette source dont je recommande la lecture. _5.- Qui étaient appuyées par des troupes de Mussolini et surtout d'Hitler, en particulier pour l'aviation (cf. bombardement de Guernica) _6.- Elle refusèrent par exemple de participer à la bataille pour la reprise de Huesca et désertèrent purement et simplement face aux fascistes dans les batailles de Vinel del Rio et d'autres communes de la région très importante sur le plan économique (du fait du charbon) de la région d'Utriglios.



Que faire ?

Camper avec la CNT-AIT

L'anarchosyndicalisme vous intéresse ? L'évolution de la société vous turlupine ? Vous avez plein de questions ? Vous aimeriez pouvoir confronter vos réponses ?... **Alors, pourquoi ne pas venir camper cet été avec la CNT-AIT ?** Depuis plusieurs années, la première semaine d'août (et donc, cette année, du dimanche 31 juillet au soir au dimanche 8 août au matin), la CNT-AIT organise un camping dans la campagne aveyronnaise. Sur le plan matériel, il s'agit de quelque chose de simple mais avec le nécessaire (douches, abri en cas d'orage). Le coin offre de nombreuses possibilités de promenade et d'excursions, et permet la baignade « sauvage » (dans la rivière qui longe le camping…). Le prix du séjour (le terrain ne nous appartient pas…) reste modeste et a été choisi pour permettre la venue à toutes les bourses. Cette semaine est l'occasion d'échanges informels mais également organisés : débat du soir, présentations et causeries dans la journée… chacun gardant de plus entière liberté de participer ou pas, de proposer un débat (ou un apport de connaissances) qui l'intéresse, que cela concerne la politique, le social, l'écologie, l'international… ou la culture (après le succès de l'initiation à l'espagnol les années passées, une initiation à l'espéranto est envisagée par certains…). C'est aussi une expérience de vie en collectivité (le repas du soir, préparé à tour de rôle pour l'ensemble de la collectivité connaît un succès qui ne se dément pas, … à l'exception de quelques « cuisiniers » désormais bien connus des participants habituels. O n vient au camping de la CNT-AIT en famille, entre amis, ou seul mais toujours sans façon. On peut n'y passer que quelques jours. On peut y apporter sa guitare et ... sa bonne humeur.

Si vous étes intéressé, prenez contact avec le journal ou avec la CNT-AIT la plus proche ou celle de Toulouse.

Commémorer le 19 juillet 1936

Mardi 19 juillet 2011, à 19 heures, Jardin Compans Cafarelli, à Toulouse rue Ponzan

Dans une période ou l'actualité espagnole, avec l'important mouvement social qui vient de se déployer dans ce pays (et qui se poursuit), montre que beaucoup de choses redeviennent possibles, il est essentiel de faire le lien entre l'actualité et le passé, pour mieux préparer l'avenir. Ce 19 juillet offrira une bonne occasion de le faire. Nous vous proposons une discussion conviviale sur ce thème, le mardi 19 juillet à 19 heures, jardin Compans Cafarelli à Toulouse devant la plaque dédiée au compagnon Ponzan, militant anarchosyndicaliste de la CNT-AIT et résistant.

Et aussi

- S'abonner à la liste de diffusion internet :
http://liste.cnt-ait.info
Elle vous permet de rester au courant et en liason avec nous. C'est gratuit.
- Tchatcher sur le forum de la CNT-AIT de Caen http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/
- Ecouter et faire écouter des textes de la bibliothèque sonore libertaire (c'est également gratuit) : AnarSonore.free.fr (voir info ci-contre)
- Ecouter et enrichir AnarSonore en enregistrant de nouveaux textes (classiques, articles...)
- Diffuser *Anarchosyndicalisme !* Prenez contact avec le journal à notre adresse postale. Les conditions sont étudiées en fonction des possibilités de chacun.
- Diffuser le bulletin *Un autre futur*. Ce petit bimestriel (4 à 8 pages selon le cas) paraît en alternance avec *Anarchosyndicalisme !* dont il constitue un supplément. Destiné à une diffusion plus massive, il publie essentiellement des articles courts et plus accessibles à un lecteur non militant. Vous pouvez vous le procurer à prix coûtant pour le diffuser autour de vous (écrire à Toulouse) ou le tirer à partir du PDF sur notre site. Le denière numéro (juin) était consacré à l'actualité sociale et tout particulièrement aux Assemblées populaires

Nous rencontrer, nous écrire

- CNT-AIT du Gard. Pour tout contact, s'adresser à la Bourse du travail d'Alès ou à l'Union régionale.
- Montauban : contact à la table de presse, les samedi, 10 h 15 à 12 h au marché du Jardin des plantes
- Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 (métro Carmes ou Salin). Permanence tous les samedi 17 à 19 h. Egalement aux Puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers.
- Dans le Gers, *Anarchosyndicalisme !* est diffusé par la librairie « Les petits papiers » rue Dessolés. Pour prendre contact avec la cnt-ait : sia32@no-log.org
- Quercy-Rouergue, autres départements de Midi-Pyrénées : écrire au journal qui transmettra ou prendre contact au nouveau mail : cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org .
- Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Permanences le samedi à partir de 15h.
- Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).
- Paris : CNT-AIT, 108 rue Damrémont 75018. Adresse mail : contact@cnt-ait.info Tables de presses régulières dans les XIX et XVIIIème arrondissement.
- Lyon : Contact : Gé ou Rob, Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.
- Lille :nous contacter à : cnt.ait.lille@no-log.org
- Dans l'Yonne CNT-AIT : http://gasycntait89.over-blog.com ou s'adresser à la CNT-AIT de Paris qui transmettra.
- Clermont-Ferrand cntait63@gmail.com 2, Place Poly 63100 Clermont-Ferrand

CET ARTICLE DEBUTE EN PAGE 20

Ensuite, si celles (et ceux) qui veulent se prostituer doivent être libre de le faire, je ne suis pas si naïve pour penser que toutes les prostituées sont volontaires, ni pour ne pas savoir que la prostitution peut-être un véritable bagne. Je me souviens en particulier de ce qu'une prostituée, libérée de ses maquereaux au « coup de poing » par des libertaires (en l'occurrence, un groupe parisien de la FA) nous racontait sur ce qu'elle avait subie ! Mais, qui est assez insensée pour penser que frapper leur clientèle, va améliorer le sort de ces femmes ? C'est tout le contraire. Les lois Sarkozy (du temps où il était ministre de l'intérieur) avec leur condamnation du racolage (un simple échange de regards, c'est du racolage) ont déjà poussé bien des prostitués à se cacher et à prendre beaucoup plus de risques physiques qu'avant. Avec la future loi « Alternative libertaire », celles qui font ça parce qu'elles n'ont pas d'autre moyen pour survivre, devront bien continuer, en se cachant davantage, en baissant le tarif. Quant aux « gagneuses », à celles qui sont sous la poigne d'un maquereau, gare à elles si elles ne « rapportent » pas ce qu'il faut : les coups iront jusqu'à la torture et on les embarquera de force vers d'autres cieux. Brefs, nos bons apôtres n'auront fait qu'aggraver le problème qu'ils claironnent résoudre. En d'autres temps, dans le trop bref printemps libertaire espagnol de la fin des années trente, la CNT et « Mujeres libres » avaient trouvé un tout autre moyen : elles donnaient aux femmes qui voulaient quitter la prostitution un travail, de quoi vivre comme tout le monde et le rempart physique des militantes et militants contre les souteneurs qui hésitaient à venir s'y frotter !

Sexe, désir et punition

Une autre tendance des moralistes est de réclamer toujours plus de répression. De ce point de vue, l'affaire DSK est criante. Le fait de ne pas savoir ce qui s'était passé en réalité n'a pas empêché les « féministes » de se lâcher complètement. Une véritable chasse à l'homme, dans le plus pur style facho : des injures (« chien galeux »), des appels à la répression sans jugement. Rien n'était trop dur. Il aurait fallu le pendre sur place, par la peau des … pour les satisfaire. Or, comme l'a rappelé un membre de notre rédaction sur un forum anarchiste, au minimum la raison imposait d'attendre de savoir, avant de se mettre à crier.

Je n'aime pas du tout Monsieur DSK. En tant qu'ex-directeur du FMI, il est responsable d'une politique qui assassine en condamnant des millions d'enfants, de vieillards, d'adultes à mourir de faim (au sens le plus littéral) sur toute la surface de la planète. Curieusement, je n'ai pas entendu grand monde le lui reprocher… parmi ceux et celles qui l'ont condamné sans l'entendre. Pas plus que les autres, je ne sais ce qui s'est passé dans cet hôtel. Ce que je sais, et pour l'avoir vu de près, c'est ce que signifient un montage policier, une instruction à charge*[3], un déchaînement médiatique. Et je vous assure qu'une telle expérience incite à la prudence… Mais, tout cela, les nouvelles féministes s'en tapent. Si c'est une femme qui parle et qui accuse un homme, elles veulent qu'on la croit sur parole (ce qui n'est jamais que du machisme inversé)*[4]. Et, ce qui me frappe le plus, c'est que le mot qui revient le plus souvent dans leur bouche ou sous leur plume est « punition ». Ce mot à lui seul démontre la pénétration de l'idéologie judéo-chrétienne dans leur cerveau. En le répétant en boucle, en en faisant la base de ce qui leur tient lieu de pensée, elles participent, elles justifient une société dans laquelle 40 % au moins des gens qui sont en prison le sont pour des « délits sexuels »*[5] alors que l'on sait qu'une bonne moitié des accusations dans ce domaine sont fausses ! Elles font comme si mettre en prison des gens pouvait améliorer leur rapport à la sexualité ! Comme si un société qui organise la frustration au plus haut niveau (il suffit de voir l'avalanche de publicités qui utilisent le corps, la sexualité comme leur principale ressort) n'avait aucune responsabilité et pouvait s'en laver les mains en emprisonnant les « déviants » ! Comme si elles ne savaient pas que libérer la sexualité est la meilleure façon d'anéantir la violence sexiste…

A ce stade, la principale question que je remue dans ma tête c'est d'essayer de comprendre comment nous avons pu passer d'une pensée aussi lumineuse que celle, par exemple, de Simone de Beauvoir aux éructations des hyènes de garde ? Face au sexo-fascisme qui se dissimule derrière les discours moralisateurs et le « toujours plus » (plus vite, plus fort, plus massivement) dans la répression de la sexualité, il nous faut affirmer, comme nous avons su le faire à d'autres moments, que la seule limite à ma sexualité c'est mon bon vouloir et celui de mon ou de mes partenaires.

_1.- Front d'action homosexuel révolutionnaire. _2.- Pour celles qui veulent lire d'autres âneries produites par les islamistes ainsi qu'une saine réponse, voir par exemple « Déclaration d'insoumission à l'usage des musulmans et de ceux qui ne le sont pas » de Fethi Benslama. _3.- La différence entre la justice américaine et la française serait, d'après les journaux, que la première n'instruirait qu'à charge et la seconde à charge et à décharge. Douce illusion. En France l'instruction ne se fait qu'à charge, du moins pour le « petit peuple ». _4.- Par contre, quand des jeunes femmes, réduites en esclavage, parviennent à s'échapper et dénoncent leurs bourgeoises de patronnes, elles doivent pas les juger crédible parce qu'on les voit pas beaucoup dans le soutien… Le Comité contre l'esclavage moderne évalue à plusieurs centaines les femmes qui sont ainsi mises en esclavage en France dans le silence général. _5.- Délits à géométrie variable : j'ai connu l'avortement quand il était un crime d'Etat (le crime le plus grave), il est aujourd'hui un droit (même s'il faut encore le défendre). Aimer des personnes du même sexe a été aussi un grave délit qui en a conduit pas mal en prison (et en camps de concentration). Simone de Beauvoir elle-même a échappé de justesse aux pires ennuis. Les fonctionnaires du service des retraites de l'Education nationale se sont repassés de génération en génération son dossier pour y lire les lettres « croustillantes » de parents dénonçant son comportement sexuel… Depuis peu, la jurisprudence permet en France de condamner la … zoophilie. D'ici à ce que trop caresser son chien devienne un délit… il n'y a pas loin.

LIBERTE, EGALITE, SEXUALITE

Ce n'est pas un secret, la guerre économique (la lutte des classes) se démultiplie dans la société sous forme de luttes idéologiques. La sexualité est un des champs de bataille les plus fréquemment investis par ces conflits. Nous ne faisons pas là une grande découverte : la répression de la sexualité est un des terreaux les plus solides sur lequel prospère le pouvoir, qu'il soit religieux, économique ou politique. Reich, injustement oublié de nos jours, l'a fort bien décrit. Ce qui est nouveau, c'est qu'une certaine mouvance, tout en se réclamant « libertaire » ou « féministe », en vienne à des positions parfaitement réactionnaires.

Que ce passe-t-il ? En fait, nous avons à faire à des personnes, qui tout en s'affirmant, en se voulant, en étant (si l'on tient compte de leur subjectivité, après tout, pourquoi pas…) libertaires ou féministes, sont surtout et avant tout dans « l'air du temps », bien sûr avec la petite coloration qui convient. Et comme l'air du temps, a pris de sacrés couleurs réactionnaires depuis la révolution conservatrice américaine, elles font du « réactionnaire » comme Monsieur Jourdain faisait de la prose : sans le savoir. Au fond, elles sont tout simplement imprégnées par l'idéologie dominante et c'est tout aussi simplement qu'elles reprennent, sans s'interroger, des mots, des idées des concepts qui « circulent », sans se poser la question ni du « pourquoi ça circule » aussi facilement et encore moins du « qui » les a mis en circulation. Des libertaires en viennent ainsi à intégrer dans leur discours des concepts parfaitement réactionnaires.

Pourtant, sur le front de la sexualité, Mai 68 et ses prolongements (les copains du FAHR*[1], les féministes de cette époque et nos luttes pour la liberté de l'avortement puis tout le travail autour du SIDA…) ont bien laminé les idéologies répressives et réactionnaires. Mais le combat est loin d'être achevé. Si les homosexuels ont gagné avec beaucoup de courage du terrain (le temps n'est pas si loin ou ils pouvaient croupir en hôpital psychiatrique pendant des années, l'homosexualité étant alors une maladie labellisée par …l'OMS), si la sexualité des jeunes n'est plus ouvertement massacrée comme autrefois (un autrefois pas si lointain non plus, pour ceux qui se souviennent de Gabrielle Russier… et de toutes les autres qui ont payé de leur vie), les divers intégristes travaillent à retourner l'opinion, à revenir au passé en attaquant sous d'autres angles pour revenir sur l'ensemble des acquis.

Ce fond religieux, sur lequel repose la révolution conservatrice, est pour les besoins de la cause, laïcisé et devient une sorte de « morale » qui cherche à criminaliser tout acte sexuel dès lors qu'il est un peu hors norme.

Encore que certains ne prennent même pas la peine de le laïciser. Je dois avouer n'être pas totalement revenue de ma surprise d'avoir vu une vieille féministe-libertaire (qui de ce jour n'est plus de mes amies) manifester aux côtés de femmes en burka en revendiquant « la liberté »… de se soumettre intégralement à la loi coranique dans son interprétation la plus liberticide. Quelques sales types surveillaient d'un œil ce cortège. L'un d'eux m'expliqua que, pour une fille être en mini-jupe c'était la honte absolue, qu'aucune fille ne pouvait faire « ça » librement, que celles qui commettaient cet acte blasphématoire le faisaient contraintes et forcées puisque seul le tchador rendait à la femme sa totale liberté*[1]. Lamentable.

Mon corps, c'est mon corps

Un bon exemple de cette pénétration réactionnaire dans des milieux où on ne l'attendrait pas nous est fourni par « Alternative libertaire ». Alors que se préparait dans les consciences le mouvement qui allait secouer le pays en septembre-octobre, la préoccupations des « libertaires alternés » était ailleurs. Leur journal titrait sur les « prostitueur ». Par ce pauvre jeu de mots, n'osant tout de même pas s'attaquer aux prostitués elles-mêmes, ils appelaient à la répression contre leurs clients. Ils peuvent crier « victoire », car leur message a été entendu… par ceux qui l'avaient habillement lancé : une loi, (appelons-là la « Loi Alternative Libertaire », puisque ça leur fait tant plaisir) est en préparation. Les clients connaîtront amendes et lourdes peines de prison.

Leur argumentation « morale » tient en une seule phrase. Elle rappelle affreusement celle des intégristes cités plus haut. En un mot, nul ne saurait, de son propre gré, exercer le métier de prostitué. La tarification librement choisie, sans contrainte, d'un acte sexuel, ça ne peut pas exister ! Non seulement nos nouveaux moralistes savent ce qui est bien et ce qui est mal (la prostitution) mais ils savent de plus ce qu'il y a dans la tête des 6 milliards d'habitant de cette planète… A ce stade, le paternalisme machiste traditionnel fait place à de la divination chamanopolitique, et le religieux, chassé par la porte est déjà revenu en force par la fenêtre. Il suffirait qu'une seule personne, qu'une seule femme, qu'un seul homme ait eu un jour une relation sexuelle pour de l'argent, de son propre choix, pour que cette misérable argumentation s'écroule.

Or, bien entendu, il y en a eu, il y en a et il y en aura. L'argument ne vaut rien, ne tient pas. Il est ridicule.

Face à l'appel à la répression, je continue d'affirmer comme devant les curés anti-avortement : « Mon corps, c'est mon corps !». Nul n'a le droit de me dire ce que je dois en faire. Ni le pape, ni Alternative libertaire. Les personnes qui veulent librement (et j'insiste sur « librement ») se prostituer doivent pouvoir le faire. Cela ne regarde qu'elles.

Quelques remarques complémentaires sur ce point pour les moralistes de tous poils.

D'abord, en quoi vendre son sexe serait-il plus déshonorant que de vendre son cerveau ? J'affirme tout au contraire que la prostitution intellectuelle est bien plus dangereuse pour l'humanité. Les prosti-intellectuels (pour reprendre le jeu de mots) vendent leur conscience, leur savoir. J'appelle prosti-intellectuels ces « intellectuels » qui mentent (ouvertement ou par omission), qui cachent les danger (combien de scientifiques payés par le lobby nucléaire ?), qui justifient le pouvoir, qui y participent,… et qui n'oublient pas de passe à la caisse (salaires, primes, carrières…) de l'université, de la presse, des médias, de la politique,…